

ruralité[s]

vivre et penser son territoire



8^E ÉDITION

Des champs à l'assiette, sortons de nos contradictions

Le grand rendez-vous pour faire le point sur toutes les questions qui agitent et animent les acteurs de la filière agricole, de l'alimentation et de la distribution, au moment où l'actualité est particulièrement dense et complexe.

Jeudi 14 novembre 2024

GLAZ ARENA, CESSON-SÉVIGNÉ (35)

www.assisesagriculture.fr

in



solidarité



Jean-Marc Esnault



POUR
UN DIALOGUE
CONSTRUCTIF

Dans ce nouveau numéro de *Ruralité[s]*, il est question d'immobilier, d'économie sociale et solidaire, de sport ou d'environnement, mais la crise agricole de ces dernières semaines y occupe une place centrale, parce que d'une ampleur considérable, mobilisant les esprits et suscitant réflexions, analyses et propositions.

Mieux comprendre la crise agricole, c'est en donner de nouvelles clefs de lecture : philosophiques, sociologiques, historiques, environnementales... au travers le regard de grandes figures de la pensée française d'aujourd'hui, incarnées par Edgar Morin, Michel Onfray ou Jean Viard.

Mieux considérer la crise agricole, c'est reconnaître que l'agriculture joue un rôle crucial dans les équilibres économiques, mais aussi écologiques, ce que Walter Bouvais, cofondateur de l'entreprise open lande, nomme l'économie régénérative, une économie qui remet le vivant au centre de son modèle.

Mieux diagnostiquer la crise agricole, c'est aussi un préalable indispensable à l'action et à l'élaboration de nouvelles stratégies de développement.

Ruralité[s] ne permet pas les interactions entre ces contributeurs issus d'horizons très différents. Les pensées s'égrènent au fil des pages, et c'est au lecteur, autrement dit à vous, qu'il appartient de mettre les idées en perspectives, de les opposer ou de les associer, de vous faire votre propre opinion dans une sorte de dialogue intérieur.

Ce dialogue que nous ambitionnons de nourrir, c'est un dialogue au sens de Socrate, autrement dit celui qui repose sur un principe fondamental selon lequel chaque interlocuteur accepte d'entendre les arguments de l'autre et de remettre potentiellement en cause son jugement et ses croyances.

Le progrès, et c'est là l'une autre de nos autres convictions, jaillit toujours de la confrontation des points de vue !

En cette période, gardons à l'esprit que la campagne sans les agriculteurs n'est plus la campagne, que la France sans les agriculteurs se met en situation de dépendance alimentaire, de fragilité économique et se prive des premiers acteurs de l'environnement, 400 000 exploitants qui œuvrent sur 26 millions d'hectares, le tiers de la superficie de notre territoire.

Sébastien Grosmaître

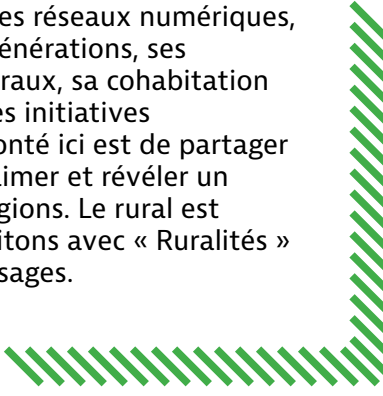
Rédacteur en chef
Ouest-France

LA RURALITÉ ?

LE TEMPS, L'ESPACE, LA VIE AUTREMENT

Dans les imaginaires, le bonheur est dans le pré. Mais la réalité de la vie des Français les emmène ailleurs. À regarder les statistiques, il n'y a plus match depuis des dizaines d'années entre les grandes métropoles et la campagne. Attirant pôles de compétitivité, laboratoires d'excellence, la majorité des professions d'ingénieurs, scientifiques, artistes, managers, architectes, les aires urbaines de plus de 500 000 habitants – qui représentent 10 % du territoire – ont capté 80 % des créations nettes d'emplois dans le secteur privé ces vingt dernières années. Conséquence, comme un aimant, les proches périphéries ont été les territoires de plus forts gains de population. Et si tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes... Mais cette évolution s'est accompagnée de fortes inégalités sociales, de pollution, de disparition des terres agricoles, de problèmes de circulation, de stress, de violences urbaines...

Accélérés par le phénomène de la pandémie, les esprits ont pris conscience des atouts d'autres espaces de respiration et de cohabitation. Sous nos yeux, telle une chrysalide, se déploie la renaissance rurale. Elle est encore prudente mais se confirme. Son terreau est plein de promesses pour qui saura bien le cultiver. Il ne s'agit pas ici d'opposer mais de mieux relier nos grands espaces de vie pour plus d'équilibre. Le rural offre un autre rapport au temps, à la distance, à l'autonomie, au relationnel entre humains, au lien avec l'animal, au collectif, à la solidarité, à soi, aux saisons et à la nature. Ce potentiel ne demande qu'à éclore et grandir si tant est que, comme les plantes d'un jardin potager, de bons tuteurs soient posés pour sa croissance. La ruralité d'hier dans le monde moderne doit réinventer ses services de proximité, son offre médicale, ses réseaux numériques, son accessibilité, ses activités pour toutes les générations, ses commerces, sa cohésion entre anciens et néoruraux, sa cohabitation entre les métiers de la terre et du tertiaire... Des initiatives prometteuses fleurissent en ce sens. Notre volonté ici est de partager pensées et projets inspirants pour éveiller, essayer et révéler un meilleur cadre de vie et d'équilibre dans nos régions. Le rural est composé de plusieurs paysages. Nous vous invitons avec « Ruralités » à changer votre regard sur ses réalités et ses visages.



Sommaire

8 - En milieu rural, il existe
des commerces heureux

14 - carte blanche à Laurence
Gauthier

16 - Ces bénévoles conduisent des personnes isolées
où elles le souhaitent

20 - Entretien avec Jean
Viard

26 - carte blanche à Lionel
Prigent (AIFM)

28 - Hugo, Thierry et Richard ont eu
« le coup de foudre pour la spiruline »

34 - carte blanche à Jean-Marc
Esnault

38 - Avec son écocentre, l'association Hameaux Légers
montre une autre façon d'habiter la ruralité

44 - Entretien avec Michel
Onfray

48 - Bel-Air, un mode de vie en collectif

54 - carte blanche à Walter
Bouvais

58 - Quand la musique classique
s'en va musarder à la ferme...

62 - carte blanche à Agnès
Pannier-Runacher

66 - Près de Dinard, ces bénévoles cultivent
des fruits et légumes
pour aider les plus démunis

72 - Conclusion d'Edgar
Morin

En milieu rural, il existe des commerces heureux

par Christophe Leconte

Partout, le commerce rural souffre. Au Mesnilbus (Manche), l'épicerie-bar affiche une santé insolente. Amplitude horaire, sens de l'accueil, position géographique, modèle financier : cette réussite ne vient pas de nulle part.



C'était un jeudi matin, à l'heure des retraités. Dans la vaste épicerie-bar de 140 m², aérée et lumineuse, un petit groupe boit un café au comptoir. Parmi eux, Hubert Rihouey n'est pas un habitué comme les autres. **« On a toujours eu un commerce au Mesnilbus, et toujours du carburant : on est à 12 km du bourg commerçant le plus proche »,** résume le maire délégué.

Au bout de 38 ans à faire épicerie, bar, tabac et essence, le précédent propriétaire avait baissé le rideau d'un commerce en bout de course le 31 décembre 2018. **« Il essayait de vendre depuis longtemps, mais ne trouvait personne pour reprendre. »** Devenue propriétaire, la commune avait anticipé, à la manière du Mesnilbus, sans cabinet spécialisé ni études coûteuses.

« On a tout fait nous-mêmes »

« Nous avons tout cherché par nous-même, on a disposé le lieu comme on le voulait. On nous préconisait de mettre les frigos dehors, on les a mis dedans : les moteurs ont l'avantage de chauffer l'hiver et de rafraîchir le bâtiment l'été, se rappelle l'élue, pragmatique. On nous conseillait aussi de séparer l'épicerie et le bar. On ne l'a pas fait, mais on a construit le bâtiment à partir de la caisse, au beau milieu, afin d'éviter de trop grands déplacements. »

La vacance ne durera que quelques mois. Dans un nouveau commerce contigu à l'ancienne épicerie, le P47, du nom d'un chasseur-bombardier américain écrasé au Mesnilbus en juillet 1944, ouvre en août 2019. À deux pas, la station-service communale sera en service quelques mois plus tard.

Arrivée comme le messie

Le bâti, c'est la base. Encore fallait-il trouver les gens à mettre dedans. « **On n'avait personne deux mois avant les travaux** », se souvient Hubert Rihouey. Au Mesnilbus, on pensait bien à la fille de l'ancienne épicière, qui avait laissé un bon souvenir au début des années 1980. « **Ça ne va pas, non**, sourit Nadège Grente. **Ce fut ma première réaction quand on me l'a proposé !** » La cinquantenaire changera d'avis à la faveur d'un changement de direction à son travail précédent, où elle est restée 26 ans comme lingère. « **La mairie m'a envoyé les plans, ça s'est accéléré et je suis arrivée au Mesnilbus comme un messie. Mais je ne connaissais rien au commerce, j'ai donc repris la salariée, Géraldine Lecluse : elle m'a tout appris.** »



Au cœur du village

Il y a de tout dans cette épicerie, des croquettes pour chat au jus de pomme local. « **Je suis à 500 mètres**, souligne Brice Girot-Bougard, un jeune producteur cidricole du Mesnilbus en cours de livraison. **Le P47 est ouvert sept jours sur sept, il y a des**

concerts, ils font venir un camion à pizzas le vendredi, un grilleur le dimanche. » Sans oublier le pain frais tous les jours, déposé par trois boulangers différents. « **Le P47 est le cœur du village : je dis bravo.** » En effet, la greffe a pris immédiatement. « **Les gens ont joué le jeu dès le début**, se souvient Nadège Grente. **Je dis aussi merci**

à la Covid. » Qui a boosté le chiffre d'affaires de 30 %. Côté bar-tabac, il y a une terrasse au soleil, un coin livres, une salle de jeux très années 80 et une salle pour fumer, « **pour mes gamins qui étaient sous la pluie. Le bar est devenu un rendez-vous des jeunes le vendredi soir, ça m'a surpris. Parfois, ils s'excusent de ne plus venir aussi souvent !** »

« La commune sert de banque »

Conçu pour une seule gérante, le P47 emploie désormais quatre salariés, dont le conjoint de Nadège Grente, et draine une clientèle bien au-delà du village de 350 habitants. La recette du succès ? Hubert Rihouey remonte à la genèse du projet, en 2017.

« On a regardé tout ce qui ne fonctionnait pas ailleurs, où le commerce végète, où les gérants changent souvent : les communes doivent toujours y mettre de l'argent. »

Au Mesnilbus, la municipalité a décroché un bon niveau de subventions (la commune a financé 170 000 € pour un projet chiffré à 530 000 €) et a choisi l'accession à la propriété. **« La commune sert de banque pour l'investissement, et ça lui coûte zéro euro à la fin. C'est la formule la moins risquée pour une collectivité. »**

Nadège Grente règle ainsi un loyer mensuel de 500 € et s'acquittera d'un chèque au bout de dix ans pour être propriétaire du commerce. Une très bonne formule pour la commerçante.

« Forcément, on s'investit quand il y a un capital au bout. Je pense que le fonds sera facilement vendable. Au début, j'ai mis 30 000 €, sans savoir où j'allais. Au minimum, je retomberai sur mes pieds. »

« Un esprit de bonhomie rurale »

Mais l'argent ne fait pas tout. Le P47, c'est avant tout une ambiance chaleureuse. **« Je suis quelqu'un de bonne humeur, je tiens ça de ma mère »,** reconnaît Nadège Grente, toujours bienveillante, sans faire de distinction. **« Cette ambiance est due au rayonnement des patrons, Nadège et Stéphane. Je suis toujours étonné de ce brassage de population, qu'on ne voit pas à Paris »,** observe François Lemonnier. L'artiste, bien connu dans la Manche, vient régulièrement dessiner, jouer de la guitare ou tout simplement boire un verre au P47. **« Il y a des étudiants, des agriculteurs, des ouvriers, des gens du Rassemblement National comme de l'extrême gauche, et jamais de bagarres. L'esprit de bonhomie est assez exceptionnel, car c'est rural. »**

Cette notion de la ruralité s'exprime d'ailleurs dans la grande affaire du moment : quitter la commune nouvelle de Saint-Sauveur-Villages. Ce serait trop long de vous expliquer pourquoi, mais disons que la nouvelle administration y est vécue comme étant trop administrative. Commune entreprenante, un brin frondeuse, le Mesnilbus n'est pas près de perdre sa particularité.



Le P47, c'est avant tout une ambiance chaleureuse.

Laurence Gauthier



Cofondatrice
de l'association
Ruralliance,
directrice
de projets ESS

LE SPORT ET LA CULTURE, ACTIVATEURS DU VIVRE-ENSEMBLE DANS LES RURALITÉS

Les responsables des petites municipalités rurales sont quotidiennement confrontés à une multitude de défis : maintenance ou modernisation des équipements publics, gestion des routes, hausse des coûts énergétiques, préservation du patrimoine menacé, déclin et fermeture des commerces faute de clientèle ou de successeurs... Un groupe restreint d'habitants – souvent décrit par la règle du 20/80, soit environ un actif pour cinq résidents – s'engage dans les associations locales et les événements festifs aux côtés des membres du conseil municipal. De ce point de vue, on constate qu'il est parfois ardu d'intégrer à la vie communautaire les nouveaux venus en quête de tranquillité à la campagne, une situation que regrettent certains maires et conseillers municipaux désireux de les voir plus impliqués. Cette tendance est accentuée par le développement des services en ligne, qui réduit les interactions directes entre les élus et ces nouveaux habitants. Pourtant, la commune rurale, du latin « cumune », signifiant « ensemble du peuple », apparaît comme l'échelle idéale pour la convivialité et la reconstitution des liens sociaux, transcendant les générations, les origines géographiques et les différences. Plus que l'entretien des infrastructures ou des voies de communication, il est crucial de concevoir et d'organiser, au sein des communes rurales, des moments de rencontre et de médiation, fondements de la cohésion sociale. C'est ainsi que l'on crée un sentiment d'appartenance et d'attachement aux lieux et aux personnes. « L'enracinement ne dépend pas uniquement du lieu de naissance ou des racines familiales, mais peut également résulter d'un processus de construction et d'adaptation à un nouveau territoire », tel que le mentionne Greta Tommasi dans la revue *POUR*. Ce qui semblait être l'une des raisons justifiant un appel naturel vers nos campagnes

après la pandémie de covid ne peut néanmoins devenir réalité que par l'engagement personnel des habitants en même temps que des initiatives plus collectives. Devant la vaste mosaïque d'individus qui forment un village, il est donc essentiel d'identifier les talents, les désirs, et de les mettre en avant. Tel est le rôle de gestion de l'élu, qui doit insuffler une nouvelle vie au cœur du village avec des citoyens non choisis par lui et améliorer leur bien-être. Concernant les initiatives collectives, le sport et la culture se révèlent être des outils efficaces accessibles à tous, capables de reconnaître chaque individu dans ses compétences uniques et assez fédérateurs pour unir dans la célébration, offrant le plaisir de l'effort, la découverte de talents insoupçonnés et des expériences émotionnelles intenses. Il n'y a rien de mieux pour connecter les gens que de partager des expériences où le succès nécessite de prêter attention aux autres et de travailler ensemble. L'État, en collaboration avec ses branches régionales, lance fréquemment des initiatives thématiques : par exemple, en 2023, le concept d'Olympiade Culturelle a été introduit, prévoyant des actions labellisées pour 2024. L'objectif est de fêter les valeurs communes, le sens et la diversité que partagent le sport et la culture, telles que l'excellence, l'inclusion, la diversité culturelle et l'universalisme. Les associations et collectivités locales qui s'y inscrivent bénéficient du soutien conjoint des DRAC. Des webinaires préparatoires permettent de partager des idées et de s'inspirer les uns des autres, d'adopter aussi bien sûr les meilleures pratiques. La commune bretonne de Ploumagoar a obtenu ce label. Le programme qu'elle a établi comprend des activités sportives en lien avec la médiathèque, offrant une chance de promouvoir la culture auprès des amateurs de sport... A été imaginé sur le territoire de cette commune un projet fédérant et coordonnant sur un mois un studio de danse local, un club de tennis de table, un club de twirling, une troupe artistique professionnelle, l'association des jeux bretons, les écoliers, un foyer de vie et une maison de retraite ! Les grandes missions de l'État, telles que le sport et la culture pour tous, permettent donc aussi de valoriser les initiatives de terrain considérant qu'elles sont uniques, parce qu'elles sont ancrées au local. On pourrait objecter que les associations et municipalités locales sont parfaitement capables d'organiser leurs propres événements, comme c'est le cas pour de nombreuses fêtes, randonnées, festivals... En effet, nos campagnes regorgent d'événements variés ! Néanmoins, pour assurer leur qualité, leur attrait et leur succès, l'assistance en gestion de projet et un marketing national relayé par les réseaux sociaux constituent des atouts non négligeables. Les délégations locales de l'État offrent un soutien de proximité pour envisager des actions complémentaires à celles existantes, et intégrer un réseau dynamique d'échanges entre acteurs. Pour une petite commune, c'est la garantie de pouvoir mieux se mettre en valeur grâce à un événement bénéficiant d'une communication professionnelle, de toucher sa population locale, fixe ou de passage, de gagner en visibilité nationale, de susciter la fierté et de lutter efficacement contre le repli sur soi, la sensation d'isolement ou le sentiment d'abandon qui peuvent affecter nos campagnes. Les dynamiques sur les territoires ruraux reposent sur le juste équilibre entre politiques nationales et initiatives locales, et c'est sans doute sur cet équilibre qu'il faut travailler demain pour revitaliser nos campagnes, en créant du lien entre les habitants d'une même commune.

Ces bénévoles conduisent des personnes isolées où elles le souhaitent

par Clémence Simon

Se rendre chez le médecin, faire ses courses... Difficile de réaliser ces activités quand on est âgé et sans moyen de locomotion. Aux Achards, petite commune de Vendée, des bénévoles ont mis en place le transport solidaire pour lutter contre l'isolement.



« **Géraldine ! C'est pas un 10 tonnes, hein !** » Marie-Françoise Piva, 77 ans, réprimande sa fille de 52 ans, qui vient de faire claquer la portière sur le parking de l'hôpital. Ce jeudi 11 mai, mère et fille ont fait appel au transport solidaire pour se rendre à leurs rendez-vous médicaux, au centre hospitalier des Sables-d'Olonne (Vendée). Elles habitent aux Achards, à 14 km de là, n'ont pas le permis et pas de possibilité de se déplacer seules. « **Ça nous rend bien service** », reconnaît Marie-Françoise.

Des personnes âgées, sans moyen de locomotion

L'association Transport solidaire des Achards a été créée il y a sept ans, avec le centre communal d'action sociale (CCAS) de la commune. « **Ça**

s'adresse à des personnes isolées, de 65 ans et plus ou en situation de handicap, qui n'ont pas de moyen de locomotion, explique Gérard Beneteau, président de l'association. Il est l'un des 34 chauffeurs bénévoles existants aux Achards et à Saint-Julien-des-Landes. **On peut les emmener à leurs rendez-vous médicaux, faire les courses, aller voir un proche, se rendre à un concours de belote... »** Le bourg des Achards, qui compte 2900 habitants, a beau être à une quinzaine de minutes du littoral et de la station balnéaire, « **on est quand même en zone rurale** », rappelle Gérard Beneteau.

Pour faire appel au transport solidaire, il faut s'y prendre 48 heures à l'avance en appelant un numéro dédié à la mairie (au 02 72 78 11 43). Selon les disponibilités, un chauffeur se rend ensuite au domicile de la personne. Le trajet n'est possible que du lundi au vendredi, dans un rayon de 30 km, « **pour ne pas faire de concurrence aux taxis** ». Il faut aussi s'assurer que le transport n'est pas remboursable par l'assurance maladie.

L'association demande une adhésion de 5 € par an aux personnes transportées, 2 € pour les chauffeurs. Une indemnisation des frais kilométriques, avec un forfait de 2 € et une compensation de 45 centimes du kilomètre, est demandée au bénéficiaire à la fin de chaque trajet. L'association souscrit elle-même une assurance pour les bénévoles.

« D'habitude, on ne sort pas, on est cloîtrées chez nous »

Le chauffeur du jour, c'est Hubert Jeanneau. « **À chaque fois, ça change. Je ne les reconnais pas toujours, sauf monsieur Jeanneau** », assure Marie-Françoise. L'intéressé ne dit rien, mais son sourire est perceptible dans le rétroviseur. Marie-Françoise, « **c'est une vraie pipelette** », lâche sa fille Géraldine. « **On discute beaucoup, on prend notre dose. D'habitude, on ne sort pas, on est cloîtrées chez nous** », avoue la mère, originaire de région parisienne et veuve depuis 2015. Toutes deux ont de lourds problèmes de santé. Géraldine est atteinte d'une ataxie cérébrale, une pathologie neurodégénérative qui se traduit, notamment, par une perte d'équilibre, des tremblements dans les bras et dans les jambes. Mère et fille sont diabétiques et font de l'apnée du sommeil. Alors, pour elles, même un court trajet pour se rendre à l'hôpital est une bouffée d'air frais. « **Quand on descend de la voiture, les chauffeurs doivent être abasourdis !** », lance la septuagénaire, en riant. « **Oh non, on le fait avec plaisir** », répond Hubert Jeanneau.

« Pas forcément de famille sur place »

C'est ce qui lui a donné envie de devenir bénévole. « **Ça permet de rendre service aux gens** », pense ce retraité de l'armée, âgé de 79 ans. Assez réservé, Hubert Jeanneau ne discute pas toujours avec les bénéficiaires. « **Parfois, on fait juste le trajet. Sauf avec ces deux dames** », remarque-t-il amusé. En attendant la fin de leurs rendez-vous, il patiente sur le parking de l'hôpital. Parmi ceux qui font appel à ce service, certains ont toujours vécu aux Achards, d'autres sont arrivés à la retraite. « **Ils n'ont pas forcément de famille sur place. Dans un couple, à la mort de l'un des deux, le deuxième se retrouve isolé** », note Gérard Beneteau.

Un seul médecin dans la commune

Ce n'est pas un hasard s'il est devenu président de l'association. « **Avant, je travaillais dans le social** », explique le sexagénaire, aujourd'hui à la retraite. Ce qui est important, pour lui, « **c'est le souci du lien social** ». En voiture, certains bénéficiaires se livrent. « **Je me souviens d'une dame qui ne voulait pas aller en EHPAD. Elle m'a demandé ce que j'en pensais lors d'un trajet.** » Il peut être délicat, parfois, de savoir où se situe la limite. Depuis la création de l'association, la demande ne fait qu'augmenter. « **Il y a quatre ou cinq ans, on était à 9 trajets par mois en moyenne. Aujourd'hui, on en fait presque 30** », indique Gérard Beneteau. Un pic a été observé aux mois d'octobre et novembre 2023. C'est à cette période que trois médecins sur quatre ont quitté la commune des Achards, pour s'installer aux Sables-d'Olonne.

« Certains transporteurs deviennent transportés »

L'association recherche régulièrement des chauffeurs bénévoles. Avec une autre difficulté : la plupart sont retraités, donc vieillissants. « **Certains transporteurs deviennent transportés** », admet Gérard Beneteau. Malheureusement, plusieurs chauffeurs sont décédés depuis la création de l'association. En Vendée, le transport solidaire existe aussi aux Essarts, à Talmont-Saint-Hilaire, dans le pays de Pouzauges... L'Union départementale d'accompagnement à la mobilité solidaire de Vendée (UDAMS 85) indiquait, en mars 2024, rechercher 100 à 200 chauffeurs pour le département. Pour en faire partie, rien de plus simple : « **Il suffit d'avoir le permis et une voiture** », affirme Gérard Beneteau. Un peu de temps, aussi, et une bienveillance à toute épreuve.



« Certains n'ont pas eu d'autre choix que de suivre leur médecin, mais c'est difficile, car ils ne peuvent pas tous se déplacer. »

Jean Viard

Comment expliquez-vous la crise agricole ?

Il y a des causes à court terme qui sont la hausse du carburant, les taxes... et puis il y a le long terme : quel est le projet agricole de l'Europe aujourd'hui ?

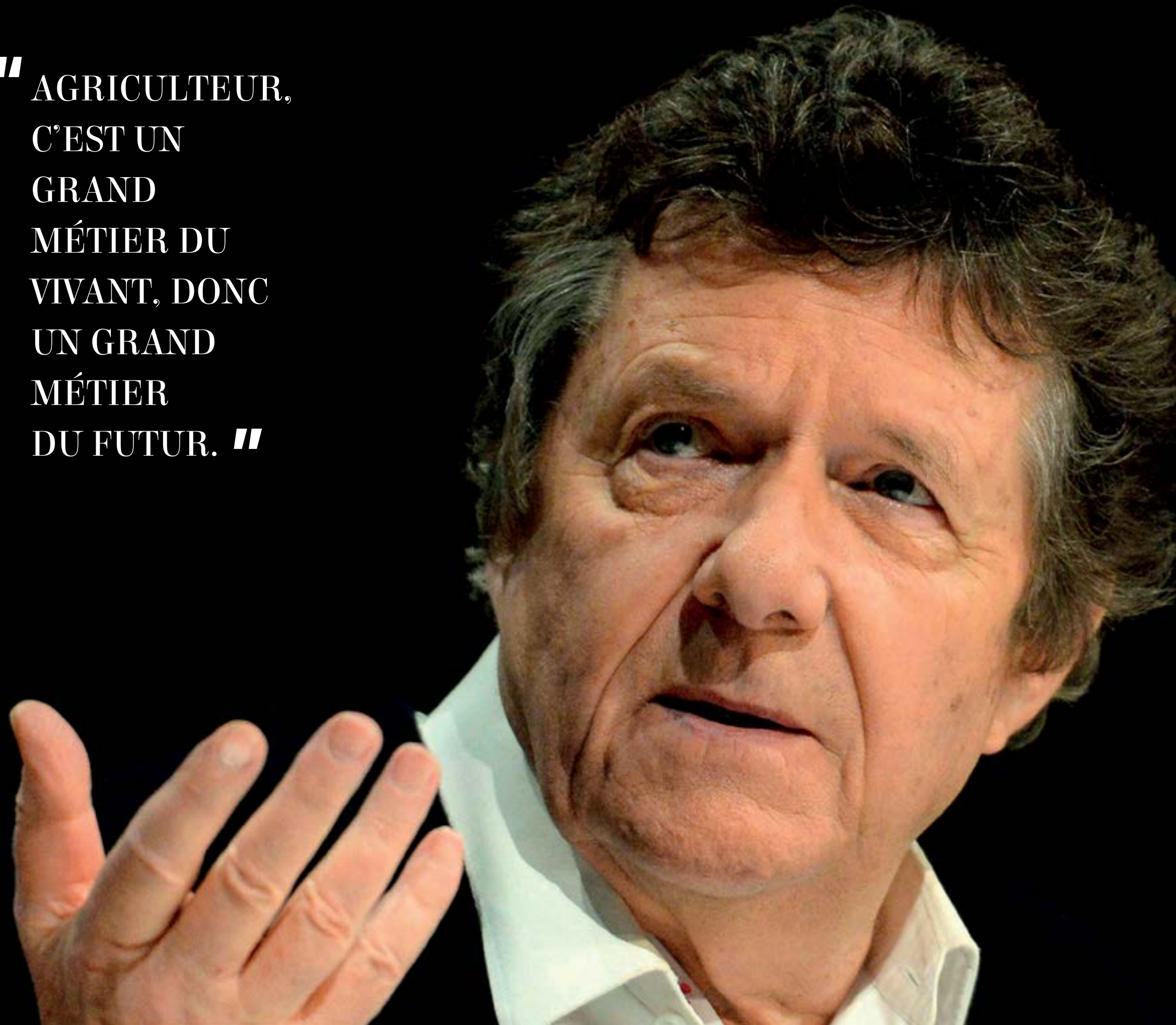
À partir de la Révolution française, en passant par la Troisième République, Edgard Pisani, de Gaulle, la France a construit sa modernité sur l'agriculture et avec cette idée, que pour être puissant, un pays doit avoir une agriculture souveraine et... la bombe atomique.

C'est ce modèle typiquement français qui a inspiré la construction de l'Europe. Il faut avoir en tête que la politique agricole commune a représenté 70 % du budget de l'Europe. Aujourd'hui, ce n'est plus que 30 % de ce même budget.

Nous sommes passés de 1,5 million de fermes à 400 000 actuellement. Cette évolution n'est d'ailleurs pas forcément une mauvaise nouvelle si elle permet de diversifier les modèles agricoles et d'augmenter la rentabilité des fermes.

D'un côté, nous avons l'agriculture artisanale, incarnée par des producteurs de roquefort, de comté

“ AGRICULTEUR, C'EST UN GRAND MÉTIER DU VIVANT, DONC UN GRAND MÉTIER DU FUTUR. ”



Entretien **avec** Jean Viard

à Besançon et de rosé en Provence, des maraîchers, des éleveurs de petits animaux, de canards, de porcs ; ces exploitations prospèrent souvent. De l'autre côté, l'agriculture de grande échelle connaît également un succès certain. Et puis il y a les exploitations de taille moyenne surtout en élevage laitier. Ce sont des agriculteurs qui travaillent sans relâche, côtoyant leurs vaches chaque jour, sans prendre de congés ni de week-end, sans pouvoir aller au cinéma... alors qu'ils ont les mêmes aspirations que n'importe quel Français. Et pour de très petits revenus. Pour ceux-là, le quotidien est particulièrement difficile. Rappelons que 80 % des campagnes ne sont plus dans

l'agriculture et que cette population est âgée. En réalité, ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'il y a une grande diversité de situations dans le monde agricole, différents modèles se télescopent, et il manque aujourd'hui d'un grand projet agricole pour les rassembler tous.

Comment sortir de cette crise ?

La France est un pays de pactes. On a fait un pacte en 1789. On a alors partagé les terres appartenant à l'Église celles appartenant à l'aristocratie entre tous nos paysans, et on a modifié le modèle politique. On a refait un nouveau pacte avec Jules Ferry reposant sur l'idée que la France devait se nourrir sur les colonies, avec des paysans nombreux, modestes, qui seraient républicains, élus locaux, chefs de famille

et soldats. C'est de cette manière qu'on a gagné la guerre de 1919. Est ensuite arrivée l'indépendance des colonies, et donc l'indépendance alimentaire qui a conduit à une transformation du modèle agricole impliquant l'usage de la chimie, favorisant le développement d'une agriculture industrielle. C'est ce qui a permis aussi de financer l'arrivée de la modernité dans les maisons avec l'installation de salles de bains, du chauffage..., des équipements qui se sont répandus un peu partout dans les campagnes, instaurant au sein de la famille un nouveau mode de vie plus confortable. Il faut faire aujourd'hui un nouveau pacte, un pacte de souveraineté écologique. C'est cette idée qu'on ne peut pas importer un animal dopé en Argentine et le mettre en concurrence avec un animal élevé chez nous différemment... La souveraineté écologique doit devenir le grand projet, même s'il faut rester sur un marché ouvert, notamment parce que nous avons des responsabilités vis-à-vis des pays du sud pour les nourrir.

Le Maghreb, pour ne prendre que cet exemple, ne produit pas assez de blé pour satisfaire aux besoins de sa population. Et puis n'oublions pas non plus que l'arme alimentaire est une arme politique. Le fait d'aider certains pays peut nous être favorable en termes de solidarité politique lors de votes à l'ONU.

Qu'est-ce qui nous empêche d'avancer aujourd'hui sur ce nouveau pacte ?

Il y a un point névralgique en matière de révolution écologique, c'est celui du combat entre la liberté et la norme. Aux États-Unis, on a mis beaucoup de liberté et le contrôle se fait a posteriori, et de fait l'innovation s'en trouve facilitée. Nous, on a fait l'inverse. Or, en mettant les normes d'abord, on a étouffé l'initiative. On dit qu'il y avait 14 règles pour savoir comment planter une haie. C'est beaucoup de réglementations pour un truc relativement simple...

Vous parlez innovation à un moment où l'agriculture ne se porte pas bien et où l'on pourrait presque se dire que c'est un métier du passé. Il y a de nombreux agriculteurs qui ne souhaitent pas que leurs enfants reprennent l'exploitation familiale.

L'agriculture, c'est un métier du passé dans le sens où l'on est très nombreux à être issus du monde rural et agricole, et que notre lien avec l'agriculture est de ce point de vue un lien historique, mais l'agriculture c'est aussi un immense métier d'avenir parce qu'on entre dans l'ère de l'industrialisation du vivant. La question qui se pose au monde aujourd'hui, au-delà des agriculteurs, c'est de savoir comment l'Homme devient acteur à l'intérieur du vivant et comment on fait en sorte qu'il ne s'inscrive plus dans une logique de domination de ce vivant. Ramené au monde agricole, c'est se demander comment, au lieu de labourer, on va mieux comprendre et considérer par exemple que le vers de terre est un élément essentiel de la vie du sol et comment on doit le protéger tout en continuant à cultiver. Il faut avoir conscience en effet qu'on est dans une société du vivant qui est en train de naître. Or, l'agriculteur est au cœur de cette société. L'enjeu est maintenant de projeter l'agriculture dans la révolution écologique pour qu'elle en soit un acteur positif, et qu'on en finisse avec cette caricature de l'agriculteur qui n'aurait pas de grandes dispositions intellectuelles parce qu'il n'aurait pas fait de grandes études et qu'il ne serait pas issu de la ville. Cette caricature



a nourri l'exode rural, mais elle est totalement infondée. Agriculteur, c'est un grand métier du vivant, donc un grand métier du futur, et il faut le remettre sur un piédestal. Un agriculteur connaît des choses que ni vous ni moi ne connaissons.

Est-ce que vous diriez qu'il faut établir un nouveau rapport entre la société et les agriculteurs ?

Au-delà du revenu qui est certes important, les agriculteurs ont problème de reconnaissance. Depuis qu'on a coupé les liens entre le monde rural, le monde agricole et les députés, on n'a plus d'élus qui ont été conseiller municipal, maire, qui ont régulièrement mis les pieds dans des fermes. C'est un groupe social, les agriculteurs, qui ne pèse plus politiquement et qui a par ailleurs un sentiment d'injustice face à des produits en provenance de l'étranger. Or, l'absence de reconnaissance et l'injustice ont toujours été à l'origine de révoltes. Et puis il y a la question des règles, des normes qui pèsent trop fortement sur le monde agricole, peut-être plus sur eux que sur la plupart d'entre nous. On a créé un million de postes de fonctionnaires en France en 50 ans. La question est de savoir comment, dans ce contexte-là, on peut encore laisser de la liberté d'agir aux agriculteurs. On ne peut pas négocier l'évolution écologique,

c'est une certitude, et d'ailleurs les agriculteurs ne le demandent pas. Avec le réchauffement climatique, ils n'arrêtent pas de modifier leur système d'exploitation. Dans mon village, les vendanges commençaient début octobre quand j'étais enfant. Maintenant, elles commencent fin août. C'est un exemple parmi tant d'autres qui atteste de la transformation des pratiques du monde agricole. Les agriculteurs doivent s'adapter en permanence

Les agriculteurs doivent s'adapter en permanence pour survivre.

pour survivre. De ce point de vue se pose déjà la question de qui paie cette évolution vers des modèles écologiquement plus vertueux. Mais le problème, c'est aussi que les agriculteurs peuvent avoir le sentiment d'une sorte de « deux poids, deux mesures » en étant parfois pointés du doigt, alors qu'on pourrait tout aussi bien interroger par exemple la présence des voitures dans Paris qui ont un impact sur la santé aussi important que les pesticides dans les champs.

Est-ce que ce malaise des agriculteurs est accentué parfois aussi par la difficulté de cohabitation avec les citadins qui s'installent à la campagne ?

C'est incontestable. Les agriculteurs ne sont plus le groupe culturel dominant sur les territoires ruraux. Au moment de la succession, les fermes, le bâti, peut être vendu à des touristes ou à des urbains. Le produit de cette vente est divisé entre les enfants qui ne veulent pas reprendre l'exploitation. C'est en réalité leur héritage. Et l'enfant qui reprend, lui, l'exploitation va hériter des terres et construire un pavillon avec un hangar.

C'est le modèle le plus classique en matière de succession. De fait, on a construit une périurbanité avec 60 % des Français qui ont un jardin, donc qui vivent pour un nombre important dans les zones périurbaines, et 4 millions de Français qui ont une résidence secondaire, pour un certain nombre à la campagne. C'est donc la ville qui se diffuse dans le territoire avec des urbains qui s'installent près des fermes et avec parfois des débats sur les odeurs, sur la distance à respecter pour traiter des parcelles à proximité de maisons d'habitation... Tout ce qu'en somme les urbains vivent comme des troubles de voisinage. C'est aujourd'hui 1200 procès en cours sur ces sujets ! Il y a une loi qui est passée récemment qui vise à reconnaître, et c'est légitime, que le nouvel arrivant qui s'installe près d'une ferme le fait a priori en connaissance de cause et qu'il doit accepter les contraintes liées à l'environnement dans lequel il s'installe. A contrario, on voit aussi parfois des agriculteurs qui n'expliquent pas assez. Quand les pratiques agricoles changent, qu'on doit pour diverses raisons vendanger la nuit, il faudrait sans doute une grande réunion à la salle des fêtes pour expliquer aux autres habitants de la commune qu'il va exceptionnellement y avoir des nuisances, parce qu'en effet quand les engins agricoles circulent la nuit, ça crée des nuisances sonores, c'est incontestable. Mais il peut y avoir des agriculteurs qui considèrent qu'ils sont chez eux et que c'est inutile d'informer, de prévenir... Ce qu'il faut retenir c'est que la campagne n'appartient plus seulement aux paysans, elle appartient aux habitants, et dans les habitants, il y a 400 000 fermes qu'il faut protéger.

Lionel Prigent

(AIFM)

Sénamé Koffi Agbodjinou est architecte et anthropologue togolais. Dans un entretien accordé au dernier numéro du « Courrier de l'UNESCO », il dresse un constat de son expérience : « La ville africaine n'est pas le prolongement du village. Elle est le produit d'une rupture avec la nature »¹. Or, cette situation a quelques conséquences dans l'organisation des villes, dans leurs formes bien sûr, mais aussi dans leur fonctionnement ordinaire. Danouta Liberski-Bagnoud s'en est fait écho dans un récent ouvrage en observant de quelle manière les villes qu'elle visite comme ethnologue vivent une économie de la dépendance, faisant subir à leurs habitants une flambée des prix des biens importés tandis que les produits locaux sont destinés à l'exportation ou inaccessibles². La séparation est nette, à la mesure des transformations des modes de produire, mais aussi des modes d'habiter. Or, cette discontinuité territoriale tranche dans l'organisation des territoires qu'elle transforme brutalement. Elle se nourrit d'une spécialisation des activités productives urbaines qui déploient leurs chaînes de valeur sans plus avoir à veiller aux proximités ; elle contribue à attirer sans relâche de jeunes actifs dans les villes qui rejoignent les cohortes de personnes emportées dans un étalement urbain sans frein puisqu'il faut les accueillir. Les terres alentour sont mangées par les extensions urbaines, vendues par des agriculteurs à qui l'on offre ainsi le moyen de disposer d'un capital monétaire. La production agricole de proximité ne parvient plus à être distribuée sur les marchés locaux et s'éloigne de plus en plus, faute de revenus suffisants au regard des promesses d'un nouveau régime économique.

Dans le même temps, les prévisions d'un monde en transition accumulent des perspectives alarmantes : sur les capacités à transporter des ressources, notamment alimentaires, sur les impacts à prévoir des transformations pour les populations les plus pauvres, sur les effets directs et indirects pour les espaces urbanisés et plus largement les espaces aménagés... Et les réponses suggérées par les plus optimistes tenants d'une approche technophile se déploient pour rassurer. Mais les promesses de l'amélioration des rendements, par le renforcement d'une intensité capitaliste dans la production agricole, ne sauraient jamais totalement convaincre. Pire, même si l'on songe qu'il est possible de compenser les difficultés sur les ressources locales par une plus grande intégration dans le marché mondial, la réalisation de fermes verticales au cœur des villes, qui est un des scénarios promis, néglige trop certains facteurs limitants, à commencer par le plus important d'entre eux : nous allons manquer d'eau.



1. Sénamé Koffi Agbodjinou, « La ville africaine actuelle est le produit d'une rupture avec la nature », entretien recueilli par Laetitia Kaci, Courrier de l'UNESCO, janvier-mars 2024, p. 15.

2. Ethnologue et Directrice de recherche au CNRS, Danouta Liberski-Bagnoud travaille depuis de nombreuses années au Burkina Faso. Son dernier ouvrage revient ainsi sur les patientes observations menées au fil des travaux qu'elle a menés, tant à Ouagadougou qu'après des communautés villageoises Kasena. Voir notamment : Danouta Liberski-Bagnoud, « La Souveraineté de la Terre. Une leçon africaine sur l'habiter », Paris : Seuil, avril 2023, 466 pages.

Tandis que Sénamé Koffi Agbodjinou fait état de l'éloignement du monde rural des villes d'Afrique, les situations françaises et européennes proposent une autre situation qu'il faut pourtant rapprocher : si l'éloignement réel est moins de mise, la réalité fonctionnelle traduit également un étalement des surfaces artificialisées et une discontinuité entre les occupations. L'introduction du ZAN (pour Zéro Artificialisation Nette) en France apparaît ainsi comme une hâtive réponse à un problème longtemps posé sans qu'il s'impose totalement dans l'agenda des politiques publiques françaises : comment laisser place au vivant, à la nature et à la biodiversité des sols, alors que les aspirations de croissance des activités humaines conduisent à grignoter peu à peu tout l'espace disponible. Dans tous les cas, le sol a été réduit en foncier pour en faire une ressource économique dont la valorisation dépend de l'activité la plus rémunératrice susceptible d'être accueillie. Dans la plupart des cas, ce sont les activités agricoles, surtout quand elles ne permettent pas d'investir les marchés mondiaux, qui ont le plus à souffrir d'une telle situation.

Différents contextes, différentes géographies dressent ainsi un constat qui peut être partagé : notre époque a inventé une nouvelle forme de dichotomie entre villes et campagnes en rompant le lien entre les deux. Or, une telle fracture ne peut qu'accentuer les problèmes globaux et locaux. Les crises viendront autant des questions de production, d'approvisionnement et de distribution, mais aussi finalement des questions de solidarité entre les habitants d'un même territoire et des questions de gouvernance pour organiser les conditions d'existence collective. L'enjeu est bien politique et local... à l'échelle des communautés de vie !

L'Association internationale des Maires francophones s'est emparée très tôt de ce sujet. Créée en 1979, cette organisation internationale s'est rapidement engagée dans des démarches de soutien et de réalisation concrète d'opérations de développement qu'on n'appelait pas encore « coopération décentralisée ». En effet, il s'agissait à la fois de favoriser la meilleure représentation et l'accompagnement de ses adhérents, qui sont des villes et des associations de villes de tout l'espace francophone. Il s'agissait aussi de ne plus laisser se construire et se maintenir un imaginaire de rupture entre espaces urbains et espaces ruraux... D'autant qu'à l'échelle vécue, les situations rencontrées pouvaient créer bien des surprises... Par exemple au Cameroun, les communes rurales peuvent compter jusqu'à 30 000 et même 100 000 habitants pour lesquels il faut ainsi pouvoir déployer les services les plus indispensables.

Le propos n'est donc plus seulement de décrire des contextes, mais bien de tenter d'apporter des réponses, voire de les anticiper face aux défis à venir. Cela induit non plus seulement de maintenir des zones d'agriculture au sein des espaces urbains, mais bien plutôt de penser à maintenir les liens entre territoire de ville et territoire rural. Ainsi, à Siem Reap (Angkor), l'AIFM s'est-elle engagée à soutenir des initiatives d'une agriculture qui se développait dans les territoires périphériques de la ville. Maintenir cette activité agricole au lieu de transformer les espaces en zones à bâtir permettait à la fois de préserver au moins une partie de l'autonomie globale du territoire et d'organiser la circulation de l'eau, qui demeure un sujet de préoccupation, par l'installation de canaux et d'un système de drainage. Le sujet n'est donc pas seulement une affaire économique sur les opportunités de valorisation à court terme des sols. Il s'agit aussi d'entretenir un patrimoine, une ressource précieuse pour la collectivité tant pour son sol que pour ce que ce sol peut accueillir.

Hugo, Thierry et Richard ont eu « le coup de foudre pour la spiruline »

par Philippe Ridou

La spiruline est une microalgue considérée comme « l'aliment le plus complet » et une alternative protéinée à la viande. En Loire-Atlantique, Hugo, Thierry et Richard se sont reconvertis dans cette culture à haute valeur ajoutée. Ils misent sur les circuits courts, mais font face à une concurrence internationale.



« La spiruline, ça a été notre crise de la cinquantaine », sourient Thierry Rault et Richard Orain, liés d'une solide amitié et d'une volonté partagée de tourner la page d'une carrière dans le social, dont les dernières années auprès de gens du voyage dans la périphérie de Nantes. L'idée leur est venue au cours d'un périple de six mois « pour prendre du temps dans nos vies », confie Thierry. « On était au Panama et on n'avait pas envie de rentrer, de reprendre le travail », poursuit le duo. « On voulait du concret, renouer avec la production », avance Richard qui, avant le social, a été paludier à Guérande.



Tour à tour, les quinquas s'imaginent faire pousser du curcuma, du safran, de l'aloë vera, du citron caviar. Bref, « **une production sur une petite parcelle et à forte plus-value** ». « **Et puis on a eu le coup de foudre pour la spiruline !** », lance Thierry. Cette microalgue, en fait une cyanobactérie d'eau douce, est considérée depuis 1974 comme « le meilleur aliment pour l'avenir » par l'OMS et « l'aliment idéal et le plus complet de demain » selon l'UNESCO. « **Un "super aliment" qui fait du bien, qui nécessite très peu**

d'énergie et d'eau : ça colle à nos valeurs », affirment Thierry et Richard. Un complément alimentaire dont les brindilles se vendent autour de 150 € le kilo et dont le rendement avoisine les 700 g par m².

Les deux amis se rapprochent de la fédération des spiruliniers de France (FSF), visitent une dizaine de fermes, se forment, puis se lancent en 2019 : « **On a fait un test un été, dans une piscine pour enfant et sous une serre achetée au Lidl du coin. On a réussi à produire** ».

Nous pronons un modèle paysan avec une qualité qui s'appuie sur une charte

Ils trouvent un terrain de 2 hectares, dans la campagne du sud de la Loire-Atlantique, à Chaumes-en-Retz. Ils investissent dans une serre d'occasion de 1600 m² et des bassins. Ils déposent les statuts de « La cabane à spiruline » début 2020.

« **On s'est pris une grosse claque financière, la Covid a fait grimper le prévisionnel de +30 %** », grimacent les deux spiruliniers. « **Au bout de 5 ans, on s'approche de notre objectif annuel des 600**

à 650 kg, et on va enfin pouvoir se verser un salaire... agricole », prend soin de préciser Thierry. « **Beaucoup auraient craqué avant** », souffle Richard.

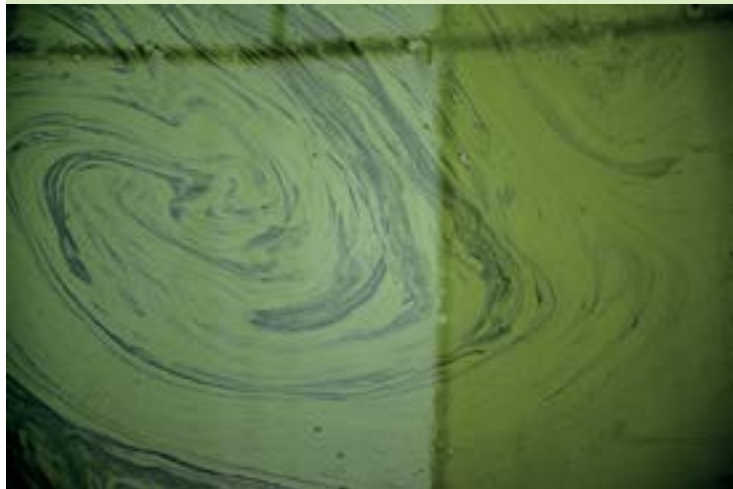
À quelques kilomètres, à La Plaine-sur-Mer (Loire-Atlantique), Hugo Baudet s'est installé dès 2016 pour diversifier son activité de producteur de moules, après deux saisons catastrophiques. Le trentenaire a suivi une formation avec le Comité régional de la conchyliculture (CRC), au départ pour cultiver des macroalgues avant d'opter pour la microalgue, la spiruline. « **L'avantage, c'est qu'elle ne subit pas les aléas climatiques** », assure Hugo. La spiruline pousse « à l'abri sous les tunnels qui limitent l'évaporation des bassins et la préservent des pluies, potentiellement chargées de métaux lourds ou de pesticides ». Quant à l'énergie utilisée, notamment pour le séchage à basse température – 17 heures à 40 °C – Hugo Baudet est quasiment autonome grâce à quelques panneaux solaires. Les 600 kg de production annuelle mobilisent Hugo et son épouse Marion à temps plein.



En France, quelque 200 producteurs cultivent la spiruline de façon artisanale, dont une trentaine dans les Pays de la Loire. Chacun se bricole ses propres outils : un simple seau et une passoire pour Hugo, la lousse des paludiers pour Richard : la cyanobactérie tant convoitée se récolte en surface, comme la fleur de sel. De préférence à la fraîche, avant que le tunnel ne se transforme en étuve. « **On filtre, on presse dans une toile jusqu'à obtenir une pâte** (verte, tirant sur le bleu, avec une texture comparable à la crème fraîche N.D.L.R.) **que l'on passe en machine pour former des spaghettis, avant de les faire sécher et de les broyer** », détaille Hugo Baudet.

Les spiruliniers de la FSF prônent « **un modèle paysan avec une qualité qui s'appuie sur une charte : pas d'extraction de molécule et séchage à basse température** », soutient Hugo Baudet. Comme les producteurs artisanaux, Hugo, Thierry et Richard misent sur les circuits courts, la vente directe à la ferme, par internet et par « **la pédagogie** » en accueillant les visiteurs sur leurs fermes. Le marché est très largement dominé par la production industrielle, notamment de Chine, des États-Unis et d'Inde.





« On fait face à une distorsion de la concurrence : les méthodes de production et le cahier des charges ne sont pas les mêmes. C'est notre cheval de bataille avec l'Europe, mais on est tout petits », déplore Hugo Baudet. « La crise des agriculteurs de début 2024, ça nous fait écho », soufflent Thierry et Richard.

La spiruline contient 65 % de protéines, du fer, des antioxydants, « à l'exception de la vitamine C, il ne lui manque rien », vante Thierry. Des vertus qui intéressent « les végétariens et ceux qui veulent réduire leur consommation de viande. Un public carencé en magnésium, en fer, le très grand âge. Les sportifs

qui préparent un marathon, un ultratrail, ou un ironman », observent les spiruliniers. Elle est aussi utilisée pour les chiens de concours et les chevaux de course. Produit « miracle » ? « On n'est pas des médecins, répond avec prudence Hugo Baudet. C'est un très bon aliment, mais ça ne va pas résoudre les problèmes si vous consommez beaucoup de charcuterie ou fumez un paquet de cigarettes à côté. »

La phycocyanine (étymologiquement algue bleue) intéresse la médecine. Une ampoule contenant 100 mg de ce pigment antioxydant et anti-inflammatoire, développé par la société AlgoSource basée à Saint-Nazaire, pourrait réduire les effets néfastes de la chimiothérapie pour des patients en traitement d'un cancer digestif. C'est ce que tente d'évaluer le programme Property, mené depuis deux ans par le CHU de Nantes. D'ici 2025, 110 patients en France atteints de cancers gastro-intestinaux auront été inclus dans cette prospective clinique.

« La chimiothérapie à base d'oxaliplatine est usuellement prescrite dans le cadre des cancers digestifs. Cette molécule peut provoquer des neuropathies qui peuvent générer des effets secondaires persistants et invalidants, même après l'arrêt du traitement », décrypte Yann Toucheffeu, hépato-gastro-entérologue et coordinateur du programme de recherche. S'il est prouvé que la spiruline joue un rôle dans la prévention des neuropathies, « cela changerait la qualité de vie de milliers de patients », espère le chef de service adjoint au CHU de Nantes.



Jean-Marc Esnault

DES CHAMPS À LA SALLE DE CLASSE : L'IMPÉRATIF D'UNE RÉVOLUTION AGRICOLE

Les champs languissent, les sols s'appauvrissent, et les agriculteurs se battent contre vents et marées. Les générations futures dépendent de notre action aujourd'hui. Nous devons briser les chaînes de l'inertie, déraciner les vieilles méthodes, et semer des idées nouvelles. L'agriculture ne peut plus se contenter de demi-mesures. Elle a besoin d'une révolution.

Deux réformes historiques de l'enseignement agricole

À la fin de la IV^e République, radicaux et démocrates-chrétiens, empêtrés dans leurs querelles parlementaires, n'ont pas lancé la grande réforme de l'enseignement agricole, qui aurait pourtant été essentielle pour accompagner le changement d'un modèle protectionniste instauré par les lois Méline à un modèle qui s'est ouvert à la concurrence internationale à partir de 1956. Il a fallu attendre les années 60 et l'action d'Edgard Pisani pour que naisse un véritable enseignement agricole en France. Celui qu'on nomme parfois comme le ministre qui a modernisé l'agriculture permit alors, au travers de six lois majeures, de mieux former le monde rural face aux nouveaux enjeux liés aux mutations de l'époque : remembrement, agrandissement des exploitations, utilisation des engrais, mécanisation, etc. ; tout cela se déroulant dans le contexte de la reconstruction d'après-guerre, marqué par le plan Marshall.



En 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir s'opère un nouveau tournant dans l'enseignement agricole. Il a fallu élever le niveau de formation et préparer les agriculteurs à de nouvelles tâches. Comme le souligne à l'époque Michel Rocard, « la bonne récolte n'est pas celle qui est abondante, mais celle qui se vend ». Ainsi, l'agriculteur ne doit plus être uniquement un technicien, mais aussi un gestionnaire et un vendeur.

L'agroécologie : passer du concept à l'exigence

Depuis lors, le concept d'agroécologie, cher à l'ancien ministre Stéphane Le Foll, a émergé. L'agroécologie met la conciliation entre préservation de l'environnement et efficacité économique au cœur de ses préoccupations.

Cependant, entre les paysans viticulteurs, les céréaliers et les éleveurs, ces questions se posent différemment. Comment parvenir aujourd'hui à un projet agricole lisible et partagé ? Comment passer d'un concept, celui de l'agroécologie, à une exigence qu'on ne peut plus nier ?

Le monde rural et plus spécifiquement le monde agricole sont centraux dans la préservation de la vie sur notre planète. Face à la nécessité de nourrir une population mondiale de 10 milliards d'individus, de prévenir une possible sixième extinction des espèces et de lutter contre le réchauffement climatique, il est crucial de reconnaître cette réalité. Cette prise de conscience doit s'intensifier dans la société et chez les décideurs politiques. L'avenir de l'humanité se dessinera en partie dans nos campagnes, avec une modernisation qui valorise économiquement et socialement de nouvelles connaissances et compétences. La génétique, l'intelligence artificielle, l'agronomie, l'innovation sous toutes ses formes (technologique et sociale) seront au cœur de cette transformation. Les territoires ruraux seront, à n'en pas douter, le berceau de nouveaux métiers qui façonneront en effet notre économie et nos modes de vie. Ils s'articuleront autour de la production d'énergies renouvelables, de services environnementaux, du tourisme durable, de la finance verte, de la préservation du patrimoine ou encore de l'architecture vernaculaire...

Une nouvelle révolution agricole pour créer un autre demain

À la manière d'Edgard Pisani ou de Michel Rocard en leur temps, c'est donc bien une révolution que nous devons opérer aujourd'hui, celle qui permettra l'émergence d'une nouvelle agriculture, et plus largement d'une nouvelle ruralité, dans une approche tout autant

carte blanche à Jean-Marc Esnault

environnementale, sociétale que productive, qui passe aussi par la reconnaissance et la juste rémunération des acteurs, ainsi que le soutien d'un appareil de formation renouvelé.

L'enquête PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), créée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), permet de comparer les performances des élèves issus de différents environnements d'apprentissage. La Finlande s'y est distinguée avec un modèle inspirant qui repose sur une certaine forme de liberté pédagogique et sur le *phenomenon learning*. Il s'agit d'une approche basée sur les projets, qui permet aux élèves d'apprendre en explorant des sujets concrets et en résolvant des problèmes réels. Le système valorise la compréhension profonde, les compétences de la vie réelle, la santé, les arts et le bien-être des élèves.

Quant aux modèles de campus anglo-saxons, ils ont, eux, déjà transformé, on le sait, des morceaux entiers de villes dans le monde, concentrant savoirs, recherche, entrepreneuriat et habitat. On les retrouve aux premières places du classement de Shanghai qui établit un palmarès des meilleures universités au monde. Ces clusters tels que le MIT, le Technion, Stanford, Cambridge, Oxford... cherchent à impulser l'innovation sous toutes ses formes et sont aussi de véritables pôles culturels, où les étudiants peuvent non seulement étudier, mais aussi assister à des spectacles, visiter des musées et participer à des publications.

Peut-être faut-il s'inspirer de tels systèmes éducatifs qui ont montré leur pertinence pour créer de véritables lieux d'enseignement agricole hybrides portant les enjeux d'un monde en transition, des lieux ouverts vers l'extérieur et particulièrement tournés vers le monde économique, la recherche, la culture et l'entrepreneuriat, des lieux de synergie pour créer un autre demain.

De la révolution industrielle à la révolution écologique

Cette approche peine à s'imposer en France dans le monde de l'enseignement marqué par l'héritage de la révolution industrielle, où les temps et les espaces étaient compartimentés. Malgré l'évolution des pratiques éducatives, les emplois du temps demeurent encore rigides, les séquences de cours s'enchaînent à un rythme minuté, et les élèves passent d'une année à l'autre comme on passait d'un atelier de production à un autre. Cette segmentation persiste aussi entre le temps d'épanouissement personnel et le temps consacré aux études. Or, ce modèle ne répond plus aux attentes des jeunes générations qui ont besoin de projets, de sens et de valeurs. Pour reprendre l'expression d'Edgard Pisani, « le premier obstacle à la solution... est le conservatisme... qui offre à toute réforme, à toute entreprise de rénovation, une résistance extrêmement lourde ». Et pourtant, il est une certitude, celle qu'on ne fera pas la révolution écologique avec les recettes de la révolution industrielle.



Avec son écocentre, l'association Hameaux Légers montre une autre façon d'habiter la ruralité

par Thibault Burban

En octobre 2023, l'association Hameaux légers inaugurerait son premier écocentre, dans les Côtes-d'Armor. Ce tiers-lieu pensé pour expérimenter, mais aussi former à des manières d'habiter écologiques et abordables, vient d'être soutenu par la Région Bretagne.



« Si nous sommes devant vous aujourd'hui, c'est que nous travaillons depuis un an et demi sur un projet d'habitat collectif. Je ne sais pas si vous avez déjà entendu parler de cette façon d'habiter le territoire ? » Accompagné de Sarah, Jimmy présente les motivations du collectif Loca Terre, composé de six foyers. Devant eux, Simone, 76 ans, une élue, prend un malin plaisir à mettre les pieds dans le plat : « **Pourquoi voulez-vous vous installer chez nous ? Quelles sont vos attentes ?** »

À l'écocentre de l'association Hameaux Légers, dans les Côtes-d'Armor, la troisième et avant-dernière journée de la formation « Monter un hameau léger » se termine par un jeu de rôle. Le but : que les participants se retrouvent en situation de défendre leur projet face à un parterre d'élus lui-même interprété par des stagiaires.

Les éclats de rire jamais loin, chacun joue sa partition sous le regard amusé d'accompagnateurs. « **Pour une première rencontre, ne vous perdez pas dans les détails. Votre dossier est plus complexe à porter qu'une boulangerie. Il faut faire comprendre à la commune ce qu'elle et vous avez à y gagner** », conseille Vincent Munoz, salarié de l'association, lui-même porteur d'un projet au Quesnoy, près de Valenciennes, dans le Nord.

« Proposer une alternative aux lotissements conventionnels »

Depuis sa création en 2017 en Ardèche, l'association Hameaux Légers a bien grandi, même si les fondations restent les mêmes. « **Il s'agit de proposer aux communes rurales une alternative aux lotissements conventionnels qui soit beaucoup plus abordable, écologique et conviviale, avec**



des logements plus petits grâce à des espaces mutualisés au sein d'un groupe de voisins », résume Xavier Gisserot, coordinateur et cofondateur de l'association. Pas de béton, des constructions autonomes en énergie, relativement faciles à autoconstruire... et à démonter : voici les principaux ingrédients de Hameaux Légers, dont les projets visent à être accessibles financièrement et à s'intégrer dans la vie des territoires.

Aujourd'hui, l'association salarie quinze personnes et accompagne vingt-six projets un peu partout en France (en Bretagne notamment, mais aussi dans le Jura, le Nord, la Loire, la Drôme...), dont sept installés ou en cours de l'être, soit une soixantaine de foyers. **« Les mairies se montrent de plus en plus réceptives. On ambitionne 1000 logements à l'horizon 2028 »,** chiffre Xavier Gisserot. Entre le vieillissement de la population, la spéculation foncière ou encore la loi zéro artificialisation nette des sols, le modèle de Hameaux Légers apparaît comme une des solutions face aux défis rencontrés par les territoires ruraux. **« On veut créer les lotissements de demain, en ruralité »,** lance Sévak Kulinkian, l'autre cofondateur.

Des stagiaires de toute la France et même de Belgique

En octobre 2023, Hameaux Légers a inauguré son écocentre, **« un tiers-lieu pour se rencontrer, se former et expérimenter des manières d'habiter écologiques, abordables et vivantes pour nos territoires »**. Implanté dans le village costarmoricain de Saint-André-des-Eaux, à une dizaine de kilomètres au sud de Dinan, cet endroit se compose

Les mairies se montrent de plus en plus réceptives. On ambitionne 1 000 logements à l'horizon 2028.

d'une maison bioclimatique de 400 m² et d'un jardin remarquable d'un hectare. Nommé le Jardin des Saules, ce havre de verdure a été développé pendant une vingtaine d'années par Jean-Pierre Mousquey et Marie-France Piel, un couple d'artistes. C'est dans ce cadre boisé, où travaillent salariés, services civiques et bénévoles, qu'ont lieu les formations appelées « **espaces de partage** ». « Je suis venu faire de l'espionnage industriel », glisse en rigolant Julien Bernes, Belge de 34 ans, lors d'une pause. Résidant à Liège, cet architecte de formation a fait le voyage pour « **avoir des clefs** » pour son projet de collectif. « **J'apprécie le travail innovant de cette association. Je voulais aussi voir comment cela se passait dans le hameau léger du Placis** », juste à côté de l'écocentre, où vivent actuellement six foyers.

« Des projets de longue haleine »

Couples en réflexion, membres de collectifs déjà constitués, simples curieux... Les profils des stagiaires sont très variés. Les âges aussi. « **Je viens de vendre une maison. Je n'avais pas les moyens de la rénover et ça ne m'intéressait plus d'y rester**, raconte Simone, 76 ans, la fausse élue, en réalité une habitante de Roscoff. **Comme je suis seule, le côté collectif de ces hameaux m'intéresse, tout comme le fait de respecter la terre et la biodiversité.** » La Finistérienne espère intégrer un groupe en Bretagne. Ce ne sera sans doute pas avec Constant, 26 ans, qui lorgne davantage un terrain dans la Drôme.

Installé en région parisienne, cet ancien ingénieur acousticien est notamment venu récolter des retours d'expérience. « **On idéalise toujours un peu**, observe-t-il. **Là, on voit que ce sont des projets de longue haleine, avec des parcours du combattant. Cela nous outille bien.** »

Un parcours de maître d'œuvre développé

« **Notre rôle est de secouer les idées reçues, de permettre à chacun d'ouvrir les yeux sur les modèles et les nuances qui existent par rapport à un logiciel prédominant**, souligne Vincent Munoz, référent dans les Hauts-de-France. **Hameaux Légers n'est qu'une proposition parmi d'autres.** » Dans cette optique, l'association compte louer, à des tarifs très abordables, les microhabitats autonomes en énergie et en eau, implantés dans le jardin de l'écocentre, afin de permettre à tout un chacun d'expérimenter ce mode de vie. Le travail à l'écocentre n'a pas laissé de marbre la région Bretagne : Hameaux Légers fait partie des dix-huit lauréats de l'appel à projets DEFFINOV, un dispositif encourageant les tiers-lieux apprenants avec, à la clef, un financement de 200 000 €. « **Aujourd'hui, on est vraiment identifié**, se réjouit Nicolas Lefetz, en charge des espaces de partage. **On développe, avec trois organismes dinannais (Kejal, Eclis, Steredenn), un parcours de maître d'œuvre en autoconstruction et en écorénovation pour accompagner tout un public en attente sur ces sujets.** » Première session prévue en 2025. À Saint-André-des-Eaux, évidemment.



Michel Onfray

Vous dénoncez souvent une forme de mépris du pouvoir à l'égard du peuple, singulièrement du pouvoir central parisien à l'égard du peuple dit « de province », et vous revendiquez la nécessité de redonner du pouvoir aux provinces pour que le peuple soit davantage entendu et qu'il se sente plus considéré. Sur quels constats ?

Je parle de la province et des provinces en effet comme d'un contrepoids au pouvoir jacobin, parisien, centralisateur et centralisé. Je n'ignore pas que le charcutage sollicité par l'Europe de Maastricht, et réalisé par le président Hollande avec sa création de communautés de communes et son découpage de régions sans aucun souci de leur histoire, procédait d'un désir d'effacer ce que les politiciens nomment avec un peu de mépris les *territoires*, un terme d'éthologie qu'on réserve habituellement aux animaux sauvages et qui nomme l'espace contrôlé par le mâle dominant. Nous baignons dans le centralisme parisien depuis Philippe Le Bel. En ce sens, le jacobinisme existait avant les Jacobins de 1793 et il existe plus que jamais à l'heure actuelle. La critique que les Jacobins font des Girondins démarque les éléments de

langage de Robespierre : on ne pourrait faire Nation, selon lui, qu'avec un pays aux ordres d'une tête, la capitale – c'est ce que dit l'étymologie – pilotée par un seul. Or, on peut aussi faire nation avec des régions : la Corse n'est pas la Bretagne, qui n'est pas Mayotte, qui n'est pas Saint-Pierre-et-Miquelon ou la Guyane. Ce jacobinisme, sauf s'il est aux mains d'un chef d'État vertueux, je songe au général de Gaulle, devient facilement, via la bureaucratie, un instrument de dictature d'une minorité parisienne sur une majorité de provinciaux. Le logiciel jacobin, dont Tocqueville disait dans *L'Ancien régime et la Révolution française* qu'il avait été épargné par la révolution puis augmenté par elle, est périmé.

À côté de cette nécessité de redonner le pouvoir au peuple, tel que vous le souhaitez, au travers d'une France girondine, est-ce qu'il n'y a pas aussi d'autres échelons d'intervention à imaginer ?

Bien sûr. La critique jacobine du girondisme laisse croire que la région serait comme un atome sans relation avec quoique ce soit d'autre que lui ! Or, il faut donner à la commune un grand pouvoir en dehors de l'actuel fonctionnement jacobin du pouvoir municipal. Je tiens pour



un communalisme libertaire avec des maisons du peuple qui seraient autant d'occasions de faire la politique avec plus de démocratie directe, notamment avec un recours régulier à ce que les Suisses appellent des votations, en fait, des référendums. Je crois également à l'échelon départemental avant l'échelon régional. Cet ensemble, qui permettrait une démocratie plus directe, serait bien sûr en relation avec l'État. Actuellement, le chef de l'État seul décide de faire ou non la guerre, souvent présentée comme un droit d'ingérence humanitaire ou une lutte contre le terrorisme – Mitterrand avec l'Irak, Sarkozy avec la Lybie, Hollande avec le Mali, Macron avec la Russie. Le peuple français qui est souverain doit pouvoir décider, mais il faut une main pour déclencher l'arme nucléaire en cas de besoin.

L'organisation girondine n'exclut pas le chef de l'État dont les pouvoirs seraient à redessiner. Je rappelle que ce chef d'État est l'obligé de son peuple, alors que depuis des décennies c'est le peuple qui est l'obligé de son chef de l'État – qui par ailleurs est lui-même l'obligé de la bureaucratie européenne.

Le pouvoir n'est-il pas d'abord aux mains des entreprises qui ont toutes leurs sièges à Paris. Si oui, donner du pouvoir politique aux régions, est-ce que ça changerait fondamentalement les choses ?

À Chambois, dans l'Orne, dans mon village natal où il y a une boulangerie, une épicerie, une coiffeuse,

une librairie de livres anciens, un ferronnier, un bar-tabac, un menuisier, une antiquaire, une scierie, sans oublier les paysans, le pouvoir n'est pas à Paris ! Ma gauche est proudhonienne, c'est-à-dire que je crois au pouvoir de la mutualisation, de la fédération, de la coopérative. C'est faute de ce genre d'initiatives, à cause de la prégnance du modèle jacobin, que chacun souffre sa misère dans son coin en ne sachant pas s'organiser pour faire face ensemble. La gauche demande plus d'égalité, au détriment de la liberté, la droite plus de liberté au détriment de la liberté, j'en appelle pour ma part à une égalité et une liberté tempérées par la fraternité.

Quelles potentialités pour les territoires ruraux ? Les villes sont souvent considérées comme le lieu de l'innovation parce que les laboratoires, les universités y sont rassemblés, les moyens de communication aussi... À côté de cette innovation scientifique, technologique, est-ce que les territoires ruraux ne sont pas le lieu d'une nouvelle forme d'innovation, l'innovation sociale, tout aussi précieuse ?

En effet, tout est fait pour les villes et leurs banlieues avec le résultat que l'on sait... Les écoles, les postes, les commissariats, les gendarmeries, les hôpitaux, les maternités ferment dans nos campagnes. On voit fleurir partout des hospices, comme on disait jadis, où l'on parque les vieux, j'aime ce mot dans lequel je mets toute l'affection et le respect qu'on leur doit, parce qu'ils sont devenus improductifs.

Les familles délèguent leur affection. Ces temps-ci, le pouvoir maastrichien pense les provinces comme des réserves d'Indiens où l'on pourrait envoyer des migrants en quantité, ou toute une population gênante qui évolue à Paris et qui ferait mauvais genre pendant les Jeux olympiques. Voilà comment Paris pense ce qui n'est pas elle en France. Dès lors, à quoi bon un réseau de chemin de fer en campagne, malgré son véritable intérêt écologique, puisque le paquet est mis sur les TGV qui relient les grandes métropoles du pays ? À quoi bon couvrir tout le pays en réseau haut débit puisque l'exode rural attire en ville tous les talents de la campagne qui trouveront de quoi vivre leur vie professionnelle virtuellement ? Pourquoi des universités en dehors des mégapoles puisqu'on ferme des écoles maternelles dans les villages ? La priorité des Jacobins va aux villes, aux métropoles, aux mégapoles et aux banlieues.

À côté de l'innovation sociale, est-ce qu'on ne peut pas aussi considérer que les territoires ruraux sont des espaces sans lesquels on ne pourra pas faire avancer les sujets autour du bien-produire, de l'environnement, de l'énergie renouvelable... et de fait est-ce qu'ils ne devraient pas représenter un centre d'intérêt stratégique qui mériteraient davantage d'attention ?

La campagne ne doit pas devenir le terrain de jeu des écologistes, des bobos, des néoruraux condescendants sur les marchés du dimanche qui jouent aux campagnards

s'esbaudissant devant une patate recouverte de terre ou une carotte biscornue. Elle ne doit pas être le laboratoire des dévots du réchauffisme ou de ceux qui estiment que le bien-être animal prime le bien-être paysan. Pour certains jeunes gavés par la propagande d'État dès leur plus jeune âge, plutôt protéger les dauphins que les marins-pêcheurs, plutôt sauver une fleur mutante sur deux hectares que le tissu rural et agricole, plutôt des éoliennes qui massacrent le paysage (à Chambois, qui défigurerait les paysages des combats de la fin de la Poche de Falaise en 1944...) pour produire une énergie propre, mais plus cosmétiques qu'une centrale nucléaire qui rend possible une souveraineté énergétique. Si la campagne doit être un lieu d'expérimentation, ce sera celui de son extermination au profit, à moyenne échéance, d'une industrialisation mondialisée de la nourriture. La production de la viande clonée, qui économise la souffrance animale au prix d'un dispositif scientifique hyper toxique et polluant, est ce à quoi travaillent les écologistes qui ont pour eux tous les maastrichiens de droite et de gauche.

Au-delà du rapport au politique, de l'économique, qu'est-ce qui, selon vous, sont les principaux traits distinguant les régions de Paris ?

Lire ou relire Balzac : Paris est le lieu de convergence de tous les Rastignac puisque c'est là-bas que s'exerce le pouvoir sur le reste du pays. La province, c'est le lieu où l'on subit ce qui a été décidé à Paris – après l'avoir été à Bruxelles...

La crise agricole est-elle selon vous une crise économique, politique, sociale... ou plus largement le symptôme d'une crise civilisationnelle ?

C'est en effet une crise civilisationnelle. Elle montre *enfin* comment fonctionne l'Europe de Maastricht, forte avec les faibles, faible avec les forts, car elle est la courroie de transmission de la mondialisation dont chacun peut voir désormais qu'elle n'est pas heureuse. Le paysan tel qu'il est décrit par Virgile dans *Les Géorgiques* a vécu jusqu'au Débarquement du 6 juin, date à partir de laquelle les États-Unis, avec leur plan Marshall, mécanisent les campagnes et industrialisent l'agriculture avec leurs chimies toxiques répandues pour augmenter la productivité. Fin du cheval, avènement du tracteur. Fin du maréchal-ferrant, avènement du mécanicien agricole. Fin du paysan, naissance de l'exploitant agricole. Fin de l'héritage transmis au fils aîné, pleins pouvoirs donnés aux banquiers.

Pour sortir de cette crise (pas exclusivement la crise agricole), est-ce qu'on ne manque pas parfois aussi de rêves et d'utopies partagés ?

Nous crevons de rêves et d'utopies partagées. Des millions de morts ont accompagné les rêves et les utopies. Le temps est venu, justement, de sortir des rêves et des utopies. Proudhon ne rêvait pas, il n'était pas utopique, et sa pensée n'a généré aucun goulag – ni même de goulag mental.

Bel-Air, un mode de vie en collectif

par Maxime Lavenant

Centre-Bretagne.
Au village du Bel-Air,
des jeunes cherchent un nouveau
« mode de vie en collectif »



Depuis cinq ans, à Priziac (Morbihan), les habitants de l'écovillage du Bel-Air tentent d'inventer une réponse à la crise du logement, pariant sur un mélange de bâtiments en dur et d'habitats légers. Une démarche qui se heurte à des freins réglementaires. D'abord, une longue ligne droite cabossée et cernée par les bois. Au bout, « la place du village », détrempée en ce jour d'avril, autour de laquelle se dresse un corps de ferme fatigué. Bienvenue à l'écovillage du Bel-Air, dans le Centre-Bretagne, à Priziac (Morbihan), où une poignée d'habitants tentent d'inventer un « mode de vie en collectif ».

Il s'agit en l'occurrence d'un subtil équilibre entre logements individuels et parties communes. En somme,

on y est à la fois voisin et coloc. Les deux bâtiments en dur abritent cuisine, salon, salle à manger, toilettes sèches, etc. S'y retrouve qui le veut. Pour le reste, chacun vit chez soi, dans des « habitats légers » posés çà et là sur une parcelle de 15 ha. On retrouve ici des cabanes en bois, une yourte, des tiny houses (littéralement « petites maisons » en anglais), des caravanes, un dôme géodésique, etc.

« Selon nos emplois du temps, on peut ne pas se croiser pendant une semaine », décrit Arnaud, 39 ans, l'aîné du lieu. Educateur dans un ESAT (un établissement d'insertion par l'emploi réservé aux personnes handicapées), il partage un mobil-home avec Anouk et leur fille d'un an. Le couple s'est connu sur place.

« Inconscience »

Elle, originaire de Tours (Indre-et-Loire), fait figure de pilier, ayant participé à l'ouverture du lieu avec cinq autres personnes en 2019. À l'époque, elle a 21 ans, pas de boulot et les poches vides. Ses camarades itou. Le site est en vente, autour des 300 000 €. « On s'est lancés, mais avec le recul, il fallait plein d'inconscience », sourit cette hyperactive, qui a déjà connu plusieurs vies professionnelles. Pour l'acquérir, la bande de jeunes – la plupart ont la vingtaine – monte une Société civile immobilière (SCI), « pour que le lieu appartienne au

projet », commente Pierre-Élie, un Charentais arrivé à Priziac en même temps qu'Anouk, aujourd'hui co-directeur d'une ressourcerie. Pour l'intégrer, les habitants doivent s'acquitter d'un modeste droit d'entrée, fixé à 250 €, et avoir vécu au moins un an sur place. Car le village ne s'inscrit pas dans « une logique de passage mais de long terme », continue Pierre-Élie. « On est super impliqués dans des assos locales », ajoute Anouk : manière pour le groupe de s'intégrer à la population locale et battre en brèche le fantasme des « hippies parisiens » qui se mettent au vert. Bref, face à la réticence des banques, la SCI met en place un système



de prêts participatifs, où les créanciers choisissent le taux, le montant et la durée de l'emprunt. Elle parvient à lever autour de 200 000 € auprès d'une trentaine de personnes. Et à peu près autant en répondant à un appel à projet de la Coopérative Oasis, une structure qui soutient l'implantation d'éco-lieux en France.

« Fonctionnement organique »

Les finances restent toutefois fragiles, avec des travaux de rénovation à supporter qui, cinq ans plus tard, sont toujours en cours. « On fait parfois appel à des artisans, sinon on apprend », sourit Arnaud. En parallèle, pour supporter les charges courantes (eau, électricité, etc.), la SCI s'appuie

sur deux associations : l'une dédiée aux activités tournées vers l'extérieur (des séjours immersifs, un festival artistique début août, des locations d'hébergement, etc.), qui génèrent des petites recettes ; l'autre réservée aux habitants, qui mettent au pot pour verser un loyer à la SCI. « Les prix sont libres, précise Pierre-Élie. Dans l'histoire de Bel-Air, il y a eu un mois où une personne a donné 2 000 € et une autre 0 €. » Les uns et les autres assurent que ce sujet, source potentielle de crispations, n'a jamais provoqué de conflits. « Chacun fait au mieux, avec ses moyens, parce que tout le monde veut que le projet dure », résumant-ils. « La question de l'argent n'est pas si simple, elle pouvait générer des situations qui nous mettaient mal à l'aise », nuance David.





Avec son épouse Lynn, il est à l'origine de l'écovillage. Ce sont eux qui en ont rédigé le projet, ont trouvé le terrain, avant de claquer la porte deux ans et « beaucoup de désillusions » plus tard. Le couple vit toujours à Priziac, mais en famille, dans une ferme avec ses deux enfants. « Si nous devions recréer un collectif, ce serait avec un cadre plus précis », dit David. À rebours du « fonctionnement organique » prisé des habitants actuels. À Bel-Air, pour limiter les « problèmes interpersonnels », ces derniers misent sur la communication. Des temps d'échange sont sacralisés, et l'intégration de nouvelles personnes ne peut se faire sans l'aval du village. « On cherche des qualités humaines », résume Arnaud. « À la fin, nous n'avions plus l'énergie pour ces discussions », concède David.

« Pas militant »

« Ce lieu, c'est un lieu du cœur, pas rationnel, et c'est bien », commente Anouk, entre deux semis de courge et de maïs. Si Bel-Air n'est pas autosuffisant, la culture y occupe une place de choix. Des serres, un poulailler et quelques chevaux donnent de l'occupation. Il faut aussi couper le bois, unique source de chaleur. « On ne se revendique pas militant, pas même écolo, car il y a plein de choses qu'on pourrait nous reprocher, souligne Pierre-Élie. On assume nos paradoxes. On fait ce qu'on a envie de faire. Si ça inspire, tant mieux. » « Quelqu'un qui veut manger au fast-food, il le fait, mais on évolue », complète un peu plus tard Anouk, cette fois occupée à fabriquer de la lessive avec des cendres.

À Bel-Air, le bel enthousiasme des habitants a néanmoins pris du plomb dans l'aile. En décembre, Roi Morvan Communauté, la com'com' du secteur, a adopté son PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal), qui classe la parcelle en zone naturelle écologique sensible, restreignant ainsi considérablement les possibilités d'aménagement. D'un point de vue réglementaire, « nous ne sommes plus dans les clous », grimacent-ils. Ces dernières semaines, plusieurs ont d'ailleurs fait leurs valises. D'autres se posent sérieusement la question, comme Élise, une trentenaire arrivée il y a quelques mois seulement avec son conjoint. « J'ai besoin de sécuriser mon habitat, de payer mes impôts comme tout le monde », soupire cette guide nature.

« Ce lieu, c'est un lieu du cœur, pas rationnel, et c'est bien »

Législation

Le maire divers droite de Priziac et vice-président du conseil départemental, Dominique Le Niniven, a toujours affiché son soutien à l'écovillage, « heureux de voir des jeunes s'investir dans la commune ». Cependant, il assume le classement de la parcelle, invoquant la récente loi ZAN (Zéro Artificialisation Nette). « La préfecture nous a demandé de faire des coupes franches » pour réduire le foncier constructible, justifie l' élu. Légaliste, le groupe ne crie pas au scandale, mais il appelle l'État à évoluer sur le sujet.

« À l'avenir, on va avoir des challenges à relever, avec la crise du logement, du réchauffement climatique, juge Élise. Ici, c'est une expérimentation assez humble. » Dominique Le Niniven, qui voit « les habitats légers se multiplier depuis la crise Covid » dans le Centre-Bretagne, ne dit pas autre chose : « Ces jeunes, je ne vais pas les embêter. L'État devrait peut-être légiférer. En tout cas, je vais interpellier les grands élus pour qu'ils montent au créneau. »



Walter Bouvais

DE L'AGROÉCOLOGIE À L'ENTREPRISE RÉGÉNÉRATIVE : UNE NOUVELLE VOIE POUR ENTREPRENDRE AU SERVICE DES TERRITOIRES

Avant, c'était une terre brûlée. Une étendue méticuleusement retournée sur 150 hectares. Disparus les insectes, les vers de terre, les arbres, les haies, les oiseaux. Juste le silence, marqueur d'une vie qui s'en était allée. Cette vie reprenait une fois l'an, sous la forme d'une parcelle de maïs en monoculture, sous assistance chimique et arrosage intensif aux heures brûlantes du soleil de Haute-Garonne. La récolte nourrissait des élevages porcins situés de l'autre côté des Pyrénées. Soumise à l'érosion, ce coin de terre était impréparé aux changements climatiques.

Deux agriculteurs entrepreneurs ont infléchi le destin de la Granja, en reprenant cette ferme implantée au sud de Toulouse. Leur projet agricole voit à 25 ans, au moins. En quelques mois, le contraste est saisissant. D'abord, la couleur : le vert, le rouge, le brun, le blanc. Ensuite, l'eau : aucune parcelle nue pour capter le précieux liquide et parer à l'érosion. Enfin, le végétal : prairies, haies, arbustes, vergers.

La Granja s'appuie sur les forces de la nature en recréant des écosystèmes. À l'approche chimique et technique, elle préfère celle consistant à bâtir une infrastructure écologique, un capital naturel.



Entrepreneur.
Cofondateur
de l'entreprise
Open Lande.

Ce dernier est au cœur du projet qui ne perd de vue ni la qualité ni le rendement de la production. Celle-ci est diversifiée : maraîchage, fruits à coque. Martin d'Archimbaud et Boris Spassky, les cofondateurs de l'entreprise GreenPods, qui exploite la Granja, ont choisi de faire naître une filière française de l'amande. Ce fruit, souvent originaire d'Espagne ou de Californie, pèse en gaz à effet de serre et en consommation d'eau.

Enfin, la Granja vise la séquestration de 4500 tonnes d'équivalent CO₂ en 25 ans grâce au travail de régénération des sols. Ce service écosystémique rendu par l'exploitation est valorisé via un label bas-carbone. La Granja obtient ainsi des crédits carbone qu'elle vend à des entreprises. Ce sont des revenus complémentaires à l'exploitation de la ferme.

La régénération de la Granja est le premier épisode d'une série que GreenPods souhaite étendre, en France et en Espagne, sur un total de 2000 hectares. En convertissant des terres dégradées, l'entreprise agricole souhaite planter 600000 arbres et séquestrer 200000 tonnes de CO₂.

L'agriculture régénératrice et l'agroécologie ne sont pas neuves. Mais GreenPods incarne la perspective d'un passage à grande échelle, via une séquence ambitieuse. Tout d'abord, régénérer une parcelle détériorée en y créant une infrastructure écologique. Ainsi, générer une multiplicité de services écosystémiques : captation et circulation de l'eau, pollinisation, formation et fertilité des sols. Par conséquent, obtenir des rendements qualitatifs et quantitatifs. Ce faisant, créer et stabiliser l'emploi et les revenus de l'exploitation. Dans le même temps, structurer une filière et soutenir un ensemble de métiers sur le territoire. Tout cela pour, en fin de compte, nourrir la population.

Ce modèle soulève bien entendu des questions. Comment former les agriculteurs et agricultrices à ces méthodes ? Comment garantir leurs revenus en période de transition d'un modèle à l'autre ? Mais la multiplication des expériences ces dernières années apporte déjà des réponses.

On peut ajouter que l'agroécologie témoigne d'une résilience supérieure aux pratiques conventionnelles pour faire face aux changements climatiques, dont nous percevons les prémices en France. Pour mémoire, l'État français travaille sur des scénarios d'adaptation à un réchauffement à 4 degrés Celsius d'ici à 2100. Or, les dérèglements climatiques déjà observés en France interviennent alors que le réchauffement est encore « limité » à 1,2 degré à l'échelle mondiale et 1,7 dans l'Hexagone.

Surtout, au-delà de l'agriculture et de la ruralité, l'intégration des services écosystémiques au cœur de l'approche économique est une approche qui mérite d'être étendue à l'ensemble des secteurs d'activité.



carte blanche à **Walter Bouvais**

Les travaux de l'économiste Robert Costanza sont à ce titre éclairants. Selon lui, plus de la valeur globale des services écosystémiques – rendus par la nature à l'ensemble des activités humaines – dépasse 125 000 milliards de dollars annuels. C'est plus de 1,5 fois la valeur du PIB mondial. Cela signifie que pour générer un dollar de richesse monétaire, nous avons besoin d'un dollar et demi de nature. Celle-ci n'est pas seulement géniale et merveilleuse, elle est aussi un capital, qui produit des intérêts, dont l'économie mondiale dépend totalement. Détruisez tout ou partie du capital naturel : les services écosystémiques s'effondreront. Les entreprises suivront.

Puisque l'économie dans son ensemble est dépendante de la nature, et impacte celle-ci en retour, nous avons besoin, pour relever les défis qui sont face à nous, d'entrer de plain-pied dans une économie régénérative, qui remette le vivant au centre de son modèle pour mieux assurer sa propre résilience.

Nous avons besoin de femmes et d'hommes, de chercheurs, de décideurs politiques, de dirigeants d'entreprises qui s'engagent dans cette direction, pour qu'elle devienne non plus une façon de faire, mais *la* façon de faire. Le chemin est long. Mais, déjà, dans la mode, Loom, Veja ou Faguo ouvrent la voie. Dans la téléphonie, Fairphone. Dans le transport maritime, Zéphyr & Borée. Dans la cosmétique, Expanscience. Leur point commun ? Ne pas opposer les défis écologiques et les défis économiques. Leur raison d'être : trouver la voie pour aligner ces deux défis. L'économie régénérative, inspirée de l'agroécologie, est une voie.



Quand la musique classique s'en va musarder à la ferme...

par Olivier Clerc

Une fois l'an, Christophe Bouvier organise une journée musicale dans sa ferme du Vastel, nichée dans le Cotentin. Un rendez-vous d'exception avec la formation classique Magnétis ; une folle journée campagnarde où la grande culture s'invite de façon improbable.

« Du classique en un tel endroit, c'est insolite. Inattendu, vivant, nature, et ça donne la chair de poule ! » Charles et Jeanne sourient de concert. Tous deux sont venus de Cherbourg-en-Cotentin, en ce jeudi 4 août 2022, se perdre dans le Val de Saire. Le GPS de la voiture s'est lui-même égaré en chemin, ils ont dû tournicoter un peu avant de trouver la ferme de Christophe Bouvier, sise au Vastel. Un hameau perdu de Teurthéville-Bocage où il produit jus de pomme, cidre, calvados et pommeau « **plus bio que bio** », et où il conditionne sa récolte sauvage de sève de bouleau à la saison,

« **un truc de chasseur-cueilleur ou de glaneur** » comme il le dépeint. Dans ce coin reculé et très à l'écart de la première route nationale, le patron des lieux, la cinquantaine, cheveux poivre et sel ébouriffés au regard clair, installé ici depuis le début des années 2000, organise tous les ans, à peu près à la même date, un rendez-vous culturel de très haut vol au cœur de l'été. Lui qui avoue baigner dans une culture « **plutôt punk et vieux rock alternatif** », dévoile avoir eu sa « **période reggae** », dit « **ne jamais être allé assister à un récital de musique classique** », et pourtant...

C'est un moment parfait. Émouvant, paumé, surréaliste, accessible

Pourtant, un après-midi et un seul dans l'année, il dresse un barnum de 100 places maximum sous les pommiers au pied desquels s'ébat un petit troupeau de moutons rustiques des landes de Bretagne, qui ajoutent au bucolique de la situation. Sous la toile, depuis maintenant dix ans, les cinq musiciens permanents de l'ensemble Magnétis – ceux-là mêmes que l'on a pu voir se produire aux Folles journées de Nantes – viennent faire sonner leurs violons, auxquels se



greffent une voix, un clavecin, en fonction du programme choisi et des opportunités. Et la magie du plein air opère. Sans pub ou presque, « **deux ou trois affiches dans le village, quelques flyers dans les patelins voisins et c'est tout, parce que je suis agriculteur, pas producteur de spectacles** », résume Christophe Bouvier. **Je suis aussi allé voir les agris du coin, quelques-uns sont venus poliment au début, pour me faire plaisir, tous ne reviennent pas.** » Mais le bouche-à-oreille fait le reste. On accourt de tous les coins du Cotentin pour ranger son auto cahotante dans le champ voisin transformé en parking pour l'occasion et se délecter les tympans. Oublier la notion du temps qui passe en un temps comme suspendu. « **Cette musique peut très bien sortir des théâtres majestueux, aller à la campagne : il n'y a pas les savants d'un côté et les idiots de l'autre !** », reprennent Charles et Jeanne. Les partitions de Bach, Lully, Brahms, Wagner, Palestrina, Haydn, Sibelius, Bartók virevoltent ; les trilles se mêlent aux chants d'oiseaux, aux ahanements du tracteur du voisin dans le chemin creux qui serpente juste derrière la haie du champ ; une fillette de trois ans, assise dans le foin, bat des mains. Marion, sa maman venue de Siouville, apprécie :

« C'est un moment parfait. Émouvant, paumé, surréaliste, accessible », commente-t-elle. Accessible ? Oui. Pas de caisse enregistreuse à l'entrée. C'est sous les pommiers, et en dépit de la renommée des musiciens, la note, elle, est cadeau. Un simple chapeau tourne dans le public à la fin du spectacle et chacun y glisse l'obole qu'il peut. « Ce n'est pas payant parce que je ne veux pas que les gens viennent juste consommer, balaie Christophe Bouvier. L'idée consiste à ouvrir ma ferme, à infuser quelque chose... Les gens savent qu'ils peuvent arriver les mains vides, mettre au chapeau, apporter une quiche, une tarte, je dépose

quelques bouteilles sur la table, un houmous, une tapenade, c'est du partage ! » Très exactement l'idée qui a conduit Christophe Bouveyron, qui dirige l'ensemble musical, à s'abonner à ce rendez-vous. Sa formation s'était déjà produite en prison, dans une autre ferme aussi, avant de se tourner vers celle du Vastel. « J'avais envie de sortir des sentiers battus, relate-t-il, de faire en sorte de s'adresser à tous les publics, et que cela ne soit pas une vaine parole. » Son intuition fait florès. Judicieuse, pertinente, elle a rencontré son public qui se presse à l'événement. « Pourquoi pas de la musique classique à la campagne ? », interroge Philippe,



Pourquoi pas de la musique classique à la campagne ?

oreilles aux boucles multiples, piercing à l'aile du nez, qui assure n'écouter « que du punk et du rock » et débarque de Cherbourg dans son T-shirt psychédélique sur les épaules :

« C'est une culture, ce doit être abordable à tous et pas qu'à une élite ! » « J'adore ce qui est atypique, dit en retour Emilie Rose Bry, plus habituée aux grandes scènes lyriques de Vienne, Barcelone, Moscou ou Lyon qu'aux chemins de traverse. Les petits lieux perdus comme ça, c'est magique, ça nous nourrit différemment, le public est à deux mètres et il faut savoir prendre beaucoup de distance pour ne pas se laisser emporter par la force de l'émotion, car la gorge peut se serrer, c'est magnifique ! »

Les talons hauts dans l'herbe, le bas

de sa robe longue faisant fi de possibles salissures, elle est une récidiviste de l'expérience qui se traduit en « vraie parenthèse dans ma vie agricole, un petit moment magique, le premier concert j'en ai pleuré tellement c'était beau », souligne Christophe Bouvier.

La parenthèse refermée, retour au quotidien de la terre, dont il n'est que locataire, « rien ne m'appartient ici ». Le paysan – il tient à l'appellation – poursuit : « C'est lourd, une ferme, tu connais les vaches maigres comme les grasses, tu dois faire attention à tout, provisionner des réserves, où tu vis le risque de te replier sur toi. » Pour l'éviter, il pratique le wwoofing à la saison, accueille des bras étrangers pour le coup de main contre l'hébergement. Et puis, il y a cette folle journée musicale. L'éclaircie. La grande respiration. Une autre fenêtre ouverte sur le monde.



Agnès Pannier-Runacher

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EST UN DROIT FONDAMENTAL, UN ENJEU DE LIBERTÉ ET D'INDÉPENDANCE DANS UN CONTEXTE DE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET DE FORTES TENSIONS GÉOPOLITIQUES.

Dès lors, nous devons assumer de modeler l'avenir de notre alimentation. Un avenir où celle-ci reflètera nos valeurs, notre culture et nos terroirs, notre capacité d'innovation, notre volonté de peser à l'international, ainsi que notre responsabilité envers les générations futures en matières sanitaire et environnementale. J'identifie ainsi cinq objectifs pour notre pays.

Objectif n° 1 : Produire et transformer en France

Il est crucial que la France assume pleinement son rôle de producteur et transformateur alimentaire. Il s'agit de garantir une alimentation sûre, durable et de qualité pour tous les citoyens en augmentant notre production. Mais la souveraineté alimentaire est aussi une question de consommation. Il est essentiel de veiller à ce que l'alimentation

Ministre déléguée
auprès du ministre
de l'Agriculture et
de la Souveraineté
alimentaire

ne soit pas à deux vitesses, réservant une offre française premium aux plus aisés, laissant les autres citoyens se contenter de produits importés de moindre qualité. Les producteurs et les industriels français ont démontré leur savoir-faire. Il faut agir pour que leurs produits restent accessibles au plus grand nombre en adaptant nos filières en conséquence. C'est un enjeu majeur de justice sociale.

Objectif n° 2 : Être compétitif

La compétitivité n'est pas un gros mot, c'est une nécessité. Nos agriculteurs et nos industries agroalimentaires sont des entrepreneurs qui ne fonctionnent pas en vase clos. Cette compétitivité repose sur notre capacité à moderniser nos méthodes de production, à innover – qu'il s'agisse de changements technologiques ou organisationnels – et, pour la puissance publique, à veiller à ne pas faire peser des charges sociales ou fiscales déraisonnables, tout en garantissant à nos entreprises un cadre de concurrence loyale.



carte blanche à Agnès Pannier-Runacher

Objectif n° 3 : Produire des aliments sains et nutritifs

L'alimentation est un enjeu clef de santé publique, que ce soit en termes nutritifs, mais également en termes de bien-être psychologique et de lien social, tant convivialité et nourriture sont étroitement liées. Nous avons réalisé des avancées significatives en réduisant l'usage des additifs et en équilibrant les recettes de nos produits alimentaires à la faveur du Nutri-Score. Cette action doit être poursuivie en valorisant le fait maison, en réinterrogeant nos processus industriels, en améliorant la qualité de nos cantines. La qualité alimentaire inclut également la dimension nutritionnelle. Un légume mûr offre davantage de nutriments qu'un autre cueilli trop tôt. Une viande issue d'un animal élevé en plein air dans des prairies affiche un meilleur bilan nutritionnel.

Objectif n° 4 : Produire des aliments durables

Les agriculteurs sont à la fois les témoins privilégiés et les premières victimes du dérèglement climatique. La transition vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement est une nécessité pour assurer la survie de celle-ci ; c'est aussi une opportunité de *leadership* sur la scène européenne et internationale. C'est dans cet esprit que nous nous fixons des objectifs ambitieux de baisse de consommation d'engrais et de phytosanitaires ou de diminution des émissions de CO₂, tout en massifiant la recherche et les investissements dans de nouvelles pratiques au profit des agriculteurs.

Objectif n° 5 : Faire vivre nos traditions gastronomiques

Nos traditions gastronomiques représentent un trésor national. Elles sont une source de fierté et de rayonnement international. Elles se renouvellent en permanence avec un point commun : les produits de nos terroirs. C'est un héritage précieux que nous devons entretenir et transmettre aux générations futures.

Ces objectifs ne sont tenables que si nous sommes capables d'assurer une juste rémunération tout au long de la filière.

Seule cette répartition équitable de la valeur permettra à nos agriculteurs de vivre de leur travail et de faire les investissements nécessaires pour préparer l'avenir. Pour ce faire, nous agissons dans deux directions.

La première direction, c'est agir sur le revenu.

Nous sommes
tous les artisans
de cette transition
vers l'alimentation
de demain.

Les dispositifs EGAlim, issus des états généraux de l'alimentation qui associaient tous les acteurs de la filière, avaient pour objectif de redonner de la rémunération aux agriculteurs. Ils prévoient la construction des prix alimentaires en marche avant, c'est-à-dire en tenant compte des coûts de production de la matière première agricole. Ils ont également conduit à la mise en place d'outils précieux comme le Médiateur des relations commerciales et le Comité de règlement des différends commerciaux agricoles, qui redonnent du pouvoir de négociation aux agriculteurs. Ils ont enfin fixé des objectifs clairs d'approvisionnement en produits bio et durables pour les cantines, qu'elles soient publiques ou privées. Si ces dispositifs ont eu des résultats tangibles, notamment dans la filière laitière, nous devons veiller à leur complète application en renforçant la contractualisation, ainsi que les contrôles et sanctions pour les acteurs qui ne les respectent pas.

Mais plus de revenus, c'est aussi moins de charges administratives, à la faveur d'un agenda de simplification, et le recours à de nouvelles sources de rémunération comme l'agrivoltaïsme.

Plus de revenus, c'est enfin une meilleure valorisation du rapport qualité/prix de nos produits. La part de l'alimentation a été divisée quasiment par deux dans le budget des Français. Il nous faut inverser la tendance en travaillant à l'éducation à l'alimentation et en renforçant l'information des consommateurs sur la qualité des produits qu'ils consomment.

La seconde direction, c'est le renforcement de la performance de chaque maillon de nos chaînes de valeur, de la production à la transformation en passant par la logistique. S'interroger sur la taille critique de nos exploitations, leur adaptation face au dérèglement climatique ou leur positionnement en termes de débouchés ne doivent pas être tabous. Mais notre agriculture est aussi tributaire de la performance de nos industriels dont l'appareil de production est parfois vieillissant, de notre logistique ou de nos réseaux de distribution en profonde transformation de modèle. Chaque maillon a donc des efforts à faire en termes de compétitivité prix et hors prix.

Producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs, responsables politiques nationaux et locaux, nous sommes tous les artisans de cette transition vers l'alimentation de demain. Ce qui se joue là est essentiel dans un monde brutal et conflictuel. La France est une grande puissance alimentaire. Travaillons ensemble à ce qu'elle le reste.

Près de Dinard, ces bénévoles cultivent des fruits et légumes pour aider les plus démunis

par Inès Sauvaget et Charles Drouilly

À La Richardais, près de Dinard, se trouve le dernier Jardin des Restos du Cœur d'Ille-et-Vilaine. Le principe ? Des bénévoles cultivent toute l'année des fruits et légumes de saison. La production est ensuite distribuée aux bénéficiaires des Restos.

« Allez, c'est l'heure du café. Vous voulez un petit gâteau ? » Charles Henri pose ses gants sur la table et attrape une madeleine. Une récompense appréciable après un début de matinée passé à manier le motoculteur. À ses côtés, Willi et Philippe ont eux aussi troqué brouette et râteaux pour une tasse de café bien chaud. Ce jour-là, il y a aussi Jean-Paul et sa longue barbe blanche, Christian, Marie-Hélène... La plupart sont retraités, tous sont bénévoles. Il y a quelques années, ils ne se connaissaient pas. Aujourd'hui, ils sont unis par un lien qui prend racine dans un potager ancré sur la Côte d'Émeraude.

Le dernier jardin d'Ille-et-Vilaine

Sur un vaste terrain communal qui appartient à La Richardais, commune de 2500 âmes située près de Dinard, se trouve le « Jardin des Restos du Cœur ». Comme son nom l'indique, il s'agit d'un terrain cultivé au profit de la célèbre association caritative. Ce n'est pas pour rien si le portrait de Coluche figure en bonne place sur un tronc d'arbre, à l'entrée. « Il y en avait plusieurs avant en Ille-et-Vilaine. Mais ici, c'est le dernier jardin des Restos encore debout. Les autres ont fermé faute de bénévoles », regrette Anita Héot. Cela fait huit ans maintenant qu'elle a rejoint ce lieu. C'est en arpentant les allées du forum des associations de la commune qu'elle a découvert l'existence du jardin. « À l'époque, je m'étais dit que quand je serais à la retraite, j'irais. » Engagement tenu. « Je me suis dit que je pourrais apporter mes compétences », précise Anita. Et pour cause, elle a travaillé, il y a quelques années de cela, dans le monde du maraîchage, dans le Trégor.



Entre deux serres, les bénévoles le disent sans sourciller : l'arrivée d'Anita a changé la donne, c'est une véritable « cheffe d'orchestre ». « Avant, on était trois, quatre. Pas plus. Il n'y avait qu'une serre », rembobine Jean-Paul Toudic, bénévole pour les Restos depuis quinze ans. À l'aube du printemps 2024, il y en a quatre. Le jardin s'étend, lui, sur 8 000 m². Un conteneur pour entreposer les outils qui ont de la valeur, des petits chalets, des toilettes sèches... La mobilisation des bénévoles a porté ses fruits. Anita est un rouage de cette réussite, mais il y a aussi la débrouillardise de chacun. Dans l'équipe, « On est tous très différents. On se complète bien et on a une grande liberté », décrit Denise « secrétaire du jardin », qui s'occupe de l'organisation avec Anita et Christian Le Bigot, les deux référents.

« Venir ici, ça détend »

Willi Nastoll, c'est « l'ingénieur ingénieux » de la bande. Accroupi dans la serre, auprès des salades, il veille sur le système d'irrigation en goutte-à-goutte. L'eau, c'est son domaine. Pour faire face aux potentiels problèmes de sécheresse pendant l'été, une grande cuve de 20 000 litres a été installée au fond du jardin. Willi a eu l'idée d'utiliser une batterie de camping-car pour faire remonter cette eau jusque dans les 17 petites cuves qui parsèment le terrain pour alimenter les légumes. L'an dernier, il a aussi installé, une pompe belier.

« Avant, ils étaient obligés de remplir des jerricanes et de les remonter en voiture », se souvient Olga Lévy, ancienne esthéticienne de 91 ans. La doyenne du jardin est à son poste depuis une vingtaine d'années. Elle a vu son évolution. « Quand j'ai commencé à venir jardiner ici, il n'y avait qu'un carré de poireaux », décrit-elle en enlevant les germes des pommes de terre données à l'association par l'enseigne Magasin Vert, et qui seront plantées dans la foulée. « Avant, je venais les trois matinées. Maintenant, je ne viens plus que le mercredi. Mais que voulez-vous ? Je veux rester bénévole. On me bichonne, et puis venir ici, ça détend. »



Une méthode inspirante, venue du Québec

À côté de l'atelier dégermage, sous la serre principale, un petit mot donne la recette pour un jardin parfait : « Un rayon de soleil, quelques gouttes de pluie, de la bonne humeur, une main verte, une tonne de travail, beaucoup de tendresse et surtout de l'amour. »

La référente du jardin a les yeux rivés sur le tableau blanc où sont indiquées les tâches qui devront être réalisées ces prochains jours. C'est moins poétique, mais plus précis. Il faut s'occuper des courgettes, mettre du fumier à certains endroits, penser aux semis de haricot et de tomate. Anita ouvre un tiroir et attrape un livre qu'elle connaît par cœur. C'est un peu sa bible. Il s'agit d'un « manuel d'agriculture biologique sur petite surface » intitulé *Le jardinier-maraîcher*. Un ouvrage signé Jean-Martin Fortier, un Québécois convaincu que la « révolution agricole est en marche ». « C'est une star. Je l'ai découvert sur internet, en tombant sur des vidéos sur lui. Si j'avais eu cette méthode à l'époque où j'étais maraîchère, peut-être que j'aurais continué. » L'auteur du livre plaide pour une culture sur une petite surface, défend une méthode dite « bio-intensive ». Avec l'idée de départ qu'une connaissance fine de la terre et des plantes a un impact positif sur la production.

« Ici, nous avons mis en place cette technique, dite de planches permanentes », poursuit Anita. Sur une partie du jardin, on distingue

aisément les petites parcelles rectangulaires qui sont alignées et séparées par de petites allées. « On travaille sur une même longueur et elles sont numérotées. C'est plus simple pour l'organisation de la rotation des cultures. Chaque année, les zones changent pour ne pas épuiser la terre. Après avoir planté des légumes racines, on va plutôt mettre des légumes feuilles. »

Anita cultive aussi bien les légumes de saison qu'une érudition pour l'agriculture. Et elle transmet ce savoir aux autres bénévoles. Ces indications font office de feuilles de route.

Car ici, tous ne sont pas des experts de la binette. À l'image de Philippe, ancien maître d'hôtel à la préfecture de Rennes. « Mon père jardinait, ça me donnait envie, mais j'ai toujours habité en ville. Alors, jusqu'à maintenant, je ne l'avais jamais vraiment fait. »

Les mains dans la terre, ils prennent du plaisir à venir au jardin des Restos une, deux et parfois trois fois dans la semaine. « Il y a des tâches moins rigolotes que d'autres, mais on s'entraide », sourit Marie-Hélène, affectée au ramassage des épinards. À la main !

En plus de certaines tâches besogneuses, les bénévoles jonglent aussi avec le poids des années sur les épaules. « Nous sommes essentiellement des retraités, reconnaît Anita. Parfois, on a des jeunes, mais ils ne restent pas longtemps. Quand ils retrouvent un travail, on ne les voit plus. C'est normal, c'est difficile pour un actif d'être disponible le matin, en semaine. » L'autre inconvénient, c'est la localisation. « On est loin des bénéficiaires, donc c'est difficile pour eux de venir aider. Même si c'est déjà arrivé », avance Denise, persuadée que le concept devrait se généraliser pour que « tout le monde sache cultiver quelques légumes ».





Six tonnes de légumes par an

Plus que les animaux de la forêt voisine qui tentent parfois de grignoter les légumes malgré les filets de protection, le vrai danger qui pèse sur ce lieu c'est de finir par manquer de bras. **« Chaque année, on perd quelques bénévoles pour différentes raisons. Tous les ans, il nous faut de nouveaux bénévoles pour assurer une rotation »**, encourage Anita. Pour l'heure les effectifs sont stables. La crainte chez certains, c'est que leur référente ne puisse plus s'occuper du lieu. Ses connaissances ont aidé à faire évoluer l'endroit et à le structurer. Alors, ils espèrent trouver quelqu'un qui pourrait reprendre le flambeau en cas de pépin. L'enjeu est de taille. C'est grâce à ce jardin que 135 familles ont la chance de pouvoir manger des légumes et des fruits d'une qualité rare. **« On voit bien qu'il y a une différence entre les salades que les grandes surfaces nous donnent et celles du jardin ! »**, s'exclame Yves Bobon, bénévole depuis dix ans.

C'est grâce à ce jardin que 135 familles ont la chance de pouvoir manger des légumes et des fruits d'une qualité rare.

Lui conduit le camion qui récupère les récoltes, tous les lundis. **« C'est vraiment très appréciable pour les familles d'avoir des légumes frais et bio. Il n'y a pas cela partout »**, renchérit Annick Mohaër, coprésidente des Restos du Cœur à Dinard. Dans le quartier Saint-Alexandre de la cité balnéaire, ces denrées sont stockées jusqu'à la distribution du lendemain matin. **« Quand il y a du surplus, l'été surtout, on en donne aux Restos du Cœur de Saint-Malo. Eux, ils ont un accord avec la laiterie Malo, alors ils font un échange »**, explique Christian Le Bigot, coréférent du jardin. Chaque année, ce sont environ six tonnes de légumes qui bénéficient aux plus démunis. Ici, la solidarité n'est jamais très loin. Des serres en passant par les outils, le foin et jusqu'aux graines, une grande partie de ce qui sert à la culture des légumes est issue de dons. Des associations, à l'image du Lions Club Dinard Émeraude, soutiennent l'initiative pour que celle-ci soit pérenne. **« C'est important d'aider les autres**, résume Norbert Petre, 71 ans. **Mais il faut être honnête, on reçoit aussi beaucoup en venant ici. C'est comme dans la chanson de Jean-Jacques Goldman : Dépasser le chacun pour soi. Quand je pense à toi, je pense à moi. »** L'équipe du jardin des Restos se retrouve les manches toute l'année, et cultive l'ambition qu'aujourd'hui, on n'a plus le droit d'avoir faim.



Edgar Morin

" Pour une réforme de la pensée "

Je me souviens que sous l'occupation allemande, en dépit du rationnement, des restrictions, des prédatons de l'ennemi, la France paysanne, alors la moitié de sa population, pouvait ravitailler parents et amis des villes ; si nous avons connu la faim, nous n'avons pas connu la famine...

Puis, de 1947 à 1960, j'ai résidé à Hautefort, dans le Périgord, chez les parents de ma première épouse, dans un monde rural dont j'ai pu apprécier la culture au sens terrien comme au sens spirituel du terme. La nourriture quotidienne était

d'une saveur extrême. Les pommes rissolées de ma belle-mère étaient les plus savoureuses que j'ai connues dans ma vie, je me délectais des rillons, du vin de Noah (interdit) que faisait mon beau-père de sa vigne et des alcools de

ses fruits qui sortaient de l'alambic. La famille paysanne de ma belle-mère vivait à Russac, hameau non loin de Turenne, en Corrèze. La tante Adeline faisait une cuisine extrêmement savoureuse dans une marmite pendue au-dessus du feu de la cheminée. Elle vint à Paris, se déplaçant pour la première fois de sa vie hors de sa ferme, à la naissance de notre fille Irène, nous apportant quatre poulets vivants et autres victuailles ; dans sa candeur, elle souffla sur les flammes du réchaud à gaz pour l'éteindre. Nous étions heureusement présents pour fermer le robinet. La vie de tante Adeline était faite de dévouement familial. Ce monde paysan que j'ai connu n'avait aucune protection étatique ou autre ; hommes et femmes affrontaient courageusement les aléas de la terre et du ciel. Puis tout s'est modernisé, pour le meilleur et pour le pire.

" Le monde des éleveurs s'est rétréci "

J'ai passé plus d'un an à Plozévet, en 1965, dans le pays bigouden, pour étudier cette modernisation. Je pensais ne pas y rester et laisser mon assistant, mais j'ai été séduit par la beauté des visages des vieilles paysannes de 70 à 80 ans, d'où émanait tant de bonté et de générosité. J'ai vu les problèmes paysans du remembrement, la destruction des chemins creux sans comprendre qu'ils brisaient les petits écosystèmes,



la résistance des jeunes paysans coopératifs, le rôle des femmes installant toilettes, salle de bains, frigidaires dans leurs maisons et devenant agents secrets de la modernité. J'ai vu la mort des petites exploitations et les débrouillardises des victimes de l'évolution à faire à la fois deux ou trois petits métiers.

Comme l'a annoncé Henri Mendras dans *La fin des paysans*, ce monde de cultivateurs et d'éleveurs s'est considérablement rétréci. Bien des jeunes sont partis en ville. Des paysans sont devenus agriculteurs, techniciens sur tracteurs et machines. L'agriculture industrielle de monocultures s'est développée, refoulant les exploitations familiales et la polyculture. Nous savons aujourd'hui de sources scientifiques vérifiées que l'agriculture industrialisée et massive produit des aliments de faible qualité nutritive et gustative, standardisés et porteurs des résidus chimiques dangereux en provenance des pesticides et

des antibiotiques utilisés pour cultiver d'immenses hectares céréaliers, ou entretenir dans des élevages d'extermination des millions de volailles, bovins ou porcins. Quand on ajoute à cela que les produits de l'agriculture industrielle sont ensuite conditionnés pour le transport et la conservation nécessaires à la mise en circulation pour des millions de personnes dans les villes, et que pour ce conditionnement il faut également utiliser des produits chimiques de conservation, voire de coloration artificielle, la boucle semble alors bouclée où les méfaits de l'agriculture/élevage industrialisés provoquent les méfaits de la consommation alimentaire urbaine, méfaits qui s'entretiennent les uns les autres ; la qualité – saveur et hygiène – de l'alimentation des villes s'en trouve de plus en plus altérée.

La nourriture de supermarché supplante celle des maraîchers et des marchés en plein air. L'État favorise les gros producteurs de l'agriculture industrialisée au détriment des petits et moyens exploitants ; alors que l'agroécologie où le recours aux méthodes traditionnelles tend à s'implanter, il ne bénéficie guère de l'aide de l'État. L'affaire des mégabassines montre là encore que la conservation de l'eau va aux grosses entreprises au détriment des autres.

Une partie des agriculteurs se trouve entre deux feux. D'une part ils sont menacés par l'agriculture industrielle, d'autre part ils utilisent pesticides et polluants contre parasites. La monoculture industrialisée a suscité une désertification animale et végétale ; plus d'oiseaux, plus de coquelicots dans les immenses champs de blé et de terre arrosés par avion de produits chimiques. Désertification humaine, qui se paie pour ceux qui sont restés dans leur village par la suppression du bureau de poste, du dispensaire, de la boulangerie, de l'épicerie, et qui sont ravitaillés par camions pour les invalides ou en se déplaçant au supermarché en voiture.

Toutefois, bien des terroirs subsistent et résistent avec leurs traditions, leurs cultures spécifiques, leurs productions originales et leurs recettes savoureuses, avec la sauvegarde, en dépit de l'uniformisation

d'Edgar Morin

linguistique imposée par l'État à l'école, d'une langue riche comme le breton, l'occitan, le provençal. Des campagnes se repeuplent partiellement avec les retraités et citadins fuyant la pollution et l'anonymat des grandes villes. Avec, ici et là, de jeunes néopaysans se vouant à l'agroécologie. Mais les structures d'accueil de cette nouvelle paysannerie sont limitées ou défailantes aux niveaux national, régional, municipal. La sauvegarde des terroirs et la revitalisation des campagnes sont désormais une question nationale de première importance. Si la croissance urbaine continue, et que continue également la décroissance de l'agriculture familiale et de l'élevage non industrialisé, les villes ne seront nourries que par des produits industrialisés ayant perdu toute qualité de saveur et des produits d'importation, tandis que la France continuera à exporter son blé à l'étranger. L'avenir des villes dépend de plus en plus étroitement de l'avenir des campagnes. Ne peut-on aussi penser, non comme disait Alphonse Allais mettre les villes à la campagne, mais mettre de la campagne dans les villes ? Il pourrait y avoir des écoquartiers avec jardins cultivés et, comme dans les projets de villes en transition écologique, des maraîchages soit sur les toits des immeubles, soit dans des jardins publics... Tout ceci serait néanmoins insuffisant. La question fondamentale est alors de savoir si l'on peut inverser, dans un temps raisonnable, le cours des choses, pour éviter la désertification démographique et la dégradation des campagnes ainsi que l'hypertrophie des villes. Je pense que cela est possible. Paris indique déjà que les flux centrifuges sont devenus plus importants que les flux centripètes. Quelles sont alors les possibilités de néoruralisation ? Il y a de plus en plus de jeunes gens qui, convaincus des vertus de l'agroécologie, autrement dit des bienfaits de la nourriture biologique, du maraîchage et de l'élevage fermier, s'installent à la campagne dans différentes régions de France. L'on a également un grand nombre de retraités qui préfèrent quitter la grande ville et s'installer à la campagne, où ils peuvent trouver des logements moins onéreux, un rythme de vie moins stressant et y exercer des activités de maraîchage ou de jardinage. Il y a, par ailleurs, l'évolution des conditions de travail dans les grandes villes qui permet, avec l'extension du télétravail et des technologies de l'information et de la communication pour

Une réforme du comportement individuel

l'enseignement (TICE), qu'un grand nombre de travailleurs puissent à la fois vivre et travailler à la campagne. On trouve donc des contre-tendances, certes encore minoritaires et faibles, mais qui doivent, à mon avis, se renforcer et qu'il faudrait encourager et aider.

Il y a, néanmoins, des intérêts considérables qui s'opposent à la régression de l'agriculture/élevage industrialisés. Je prends l'exemple de la France, qui me semble particulièrement intéressant. Ce qui bloque

un retour à l'agriculture et à l'élevage fermier, ce qui empêche le développement de l'agroécologie comme de l'agroforesterie qui permet le retour au développement d'arbres très nourriciers (châtaigniers, noisetiers – je parle des régions tempérées), ce sont les subventions massives aux grandes exploitations industrialisées provoquant un effet pervers, puisque le surplus de blé européen exporté en Afrique au prix bas (car ayant bénéficié des subventions d'État) est moins cher que le produit local et le blé d'importation qui étouffe le développement d'une agriculture vivrière indigène. Nous avons donc, concernant le problème urbain, une relation de dépendance de la vie urbaine par rapport au monde rural et, réciproquement, de dépendance du monde rural par rapport à la vie urbaine. Cette dépendance s'est complexifiée à un point critique, voire nocif, appelant à la nécessité d'une double régénérescence : une régénération de la vie rurale, une régénération de la vie urbaine. Comment faire en sorte que la spéculation d'achat et de vente des céréales, légumes, fruits ne vienne pas provoquer une altération et une dégradation dans le vivre urbain et rural ? On assiste à des situations aberrantes où les produits sont retenus, au détriment de la sécurité alimentaire des populations (celles évidemment des pays les plus démunis ou des régions ayant subi des catastrophes naturelles), afin d'augmenter par la spéculation du jeu de la rareté de l'offre et de la demande des bénéfices supplémentaires. La finance se joint à la spéculation pour menacer constamment la gouvernance et la régulation de la vie urbaine et rurale. Nous, citoyens-consommateurs urbains, pouvons réguler le système en boycottant les produits nocifs et en élisant les produits de qualité. Quand j'évoque la question de la réforme de la consommation, je ne parle pas seulement des comportements consummationnistes, que stimulent les hypermarchés en suscitant une fascination devant d'énormes rayons et d'interminables choix de produits ; je souhaite aussi une réforme du comportement individuel. Il y a d'innombrables intoxications dans notre civilisation et mode de vie actuels contre lesquelles il faut lutter, qui concernent la consommation urbaine et la production rurale. Et il faut comprendre qu'il ne saurait y avoir des réformes urbaines et rurales, des réformes sociales et économiques, des réformes politiques et éducatives, sans une réforme éthique. Mais j'insiste, la réforme éthique est difficile, car elle ne passe pas par les simples leçons de morale. Il faut donc prendre conscience que réforme de penser et réforme d'éducation sont capitales, car dans tout ce que je viens de dire, il y a des problèmes à la fois fondamentaux et globaux. Or, le système d'éducation mis en place en Occident depuis plusieurs siècles et désormais universalisé ne nous rend pas aptes à traiter à la fois les problèmes fondamentaux et globaux. Pourquoi ? Parce que nous avons un enseignement parcellaire, compartimenté, où les savoirs sont enseignés dans une logique disciplinaire qui sépare les connaissances au lieu de les relier. Il faut donc une réforme de la pensée pour que tous les éléments séparés entrent en symbiose, en synchronisme et en confluence et créent la nouvelle voie. Si cette nouvelle voie se développe et que l'ancienne dépérit, nous pourrions arriver à régénérer corrélativement villes et campagnes.

AGRICULTEURS. INDISPENSABLES AU MONDE.



Vous êtes des producteurs d'énergie verte capables d'alimenter vos propres exploitations et les communes alentour.

Vous êtes des acteurs engagés dans la lutte contre le changement climatique.

Groupama vous accompagne.



**EN ACHETANT CES CHOUX,
VOUS FAITES UNE FLEUR
AUX PRODUCTEURS
BRETONS.**

En toutes saisons, mangeons breton.



bretagne.bzh/mangeons-breton

Crédits iconographiques

Couverture : © Istock / grivina
pp.8/48/58/66 : © AdobeStock / tomozina1 ; pp.9/10/11/12/13 :
© Thomas Roche ; p.14 : © Antoinette Bouche ; pp.17/18/19 :
© Jérôme Fouquet ; pp.16/40 : © AdobeStock/Seksan ;
p.21 : © Marc Ollivier/Ouest-France ; pp.22/23/24 :
© AdobeStock/Olga Strelnikova ; p.26 : © APERAU ; p.28 :
© AdobeStock/zoni ; pp.29/30/31/32/33 : © Franck Dubray ;
p.33 : © AdobeStock/iclute ; p.35 : © Louise Brault ; p.37 :
© AdobeStock/Nikita ; pp.39/40/41/43 : © David Adémas ;
p.45 : © Arnaud Le Vu / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP ;
pp.49/50/51/52/53 : © Thierry Creux ; p.50/54 : © AdobeStock/
bsd studio ; p.55 : © Gwennig Duigou ; pp.56/57 :
© AdobeStock/Vector Mine ; p.59 : © Mathieu Pattier/
Ouest-France ; pp.60 : © Archives Ouest-France, 05/08/2022 ;
p.61 : © Ouest-France, 04/08/2020 ; p.63 : © Ouest-France/
Thomas Brégardis ; pp.64/65 : © AdobeStock/Super Stocks ;
pp.67/68/69/70/71 : © Ouest-France/Joël Le Gall ;
p.73 : © Ouest-France/Jérôme Fouquet.

Éditions OUEST-FRANCE

Éditeur Vincent Lorient
Coordination éditoriale Lise Corlay
Collaboration éditoriale Louise Thermozy
Conception et mise en page Studio graphique des Éditions Ouest-France
Photogravure Graph&ti, Cesson-Sévigné (35)

© 2024 Éditions Ouest-France - Édilarge S.A., Rennes
N° d'éditeur : OF43.01.3.5.06.24
editions.ouest-france



Editeur : Société Ouest-France, SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 300 000 euros.
Siège social : 10, rue du Breil, 35051 Rennes Cedex 9. Tél. 02 99 32 60 00 - www.ouest-france.fr
Fondateur de l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste : François Régis Hutin.
Directeur de la publication : François-Xavier Lefranc.
Rédacteurs en chef : Philippe Boissonnat, Laëtitia Greffié, Sébastien Grosmaître, Edouard Reis-Carona.
Rédactrice en chef déléguée responsable des suppléments, magazines et hors-séries : Stéphanie Germain.
Principale associée : SIPA (Société d'investissements et de participations).

Concepteurs :

Jean-Marc Esnault, directeur général The Land et Sébastien Grosmaître, rédacteur en chef Ouest-France.

Comité éditorial de Ruralités :

Jean-Marc Esnault, directeur général The Land; Jérôme Meyniel, Jean-Philippe Agaisse et Ali Aït Abdelmalek (Think-tank Terre d'avenir) ; Sébastien Grosmaître, rédacteur en chef Ouest-France ; Patrice Moyon, éditorialiste Ouest-France ; Stéphanie Germain, rédactrice en chef déléguée Ouest-France ; Bertrand Bonenfant, chef d'édition Ouest-France.

N° CPPAP : 0625 C 86666

N° ISSN : 20364-4791

Impression SEPEC, Péronnas (01), France

Imprimé en France sur du papier certifié PEFC 100%, fabriqué en France, avec 100% de fibres recyclées.

Eutrophisation : 0.01 kg/tonne

Date de parution : juin 2024, tous droits réservés

Dépôt légal à parution

